



Prévention des accidents majeurs

Entreprises utilisant des substances, des préparations ou des déchets spéciaux

Tâches des détenteurs – Guide

Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement

KL 6.6.28_f Version 3 | Libérée par acur le 1^{er} septembre 2022

The image shows a stack of forms for reporting major accidents (OPAM) in Bern, Switzerland. The forms are titled "Rapport succinct selon l'OPAM" and "Sommaire". They include sections for company information (Adresse de l'entreprise, Raison sociale, Rue, n°, NPA, localité), substance handling (Liste de substances, UI 1 / Date, UI 2 / Date, UI 3 / Date, UI 4 / Date, UI 5 / Date), and accident details (1. Ré, 2. Ré). The forms are numbered 1, 2, 3, and 4. The top form is the "Sommaire" form, which includes a section for "1. Formulaires" and "2. Documents".

Kanton Bern
Canton de Berne

Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement
Laboratoire cantonal
Sécurité de l'environnement

Muesmattstrasse 19
3012 Berne
+41 31 633 11 11
info.usi.kl@be.ch
www.be.ch/sde

CA

Adresse de l'entreprise (site de l'entreprise)
Raison sociale :
Rue, n° :
NPA, localité :
Laboratoire cantonal de Berne
Muesmattstrasse 19
3012 Berne

RS

Rapport succinct selon l'OPAM

Version 3

Les documents suivants font partie du rapport succinct selon l'OPAM :

1. Formulaires

☒ Formulaire « RS » (Sommaire du rapport succinct : le présent document)
Date : 01.09.2022

☒ Formulaire « CA » (Champ d'application) / Date : 01.09.2022

☒ Liste de substances Excel « LS » (Liste des substances, préparations et déchets spéciaux)
Date : 01.09.2022

2. Documents

☐ Formulaire(s) « UI » (Unité d'investigation)
UI 1 / Date :
UI 2 / Date :
UI 3 / Date :
UI 4 / Date :
UI 5 / Date :
☒ Formulaire « AF »
Lettre d'accompagnement

Impressum

Éditeur

Laboratoire cantonal de Berne

Auteurs

Dr Patrick Tondo, Laboratoire cantonal de Berne, Sécurité de l'environnement

Dr Nikolaus Seifert, Laboratoire cantonal de Berne, Sécurité de l'environnement (jusqu'à janvier 2022)

Dr Philippe Kindler, Laboratoire cantonal de Berne, Sécurité de l'environnement (dès janvier 2022)

Dr Elia Tosolini, Laboratoire cantonal de Berne, Sécurité de l'environnement (dès janvier 2022)

Autres membres du groupe de travail

Dr Martin Fisch, Laboratoire cantonal de Berne, Sécurité de l'environnement (dès juin 2018)

Dr Markus Flisch, Laboratoire cantonal de Berne, Sécurité de l'environnement (jusqu'à juin 2019)

Traduction

Dr Patrick Tondo, Laboratoire cantonal de Berne, Sécurité de l'environnement

Suivi des modifications

<i>Version</i>	<i>Date</i>	<i>Rédigé par</i>	<i>Libération</i>	<i>Modifications</i>	<i>Status</i>
V3	01.09.2022	topa	acur / 01.09.2022	Conception de scénarios d'accident majeur, introduction d'eBau, adaptations rédactionnelles, adaptations des liens	en vigueur
V2	13.03.2020	Hof	Ack / 13.03.2020	Adaptations identité visuelle	remplacé
V1	28.06.2019	Too	Ack / 28.06.2019	-	remplacé

Table des matières

Impressum	2
Table des matières	3
Sigles et abréviations	5
1. Introduction	7
1.1 Situation de départ et objectif.....	7
1.2 Principe de l'Ordonnance sur les accidents majeurs	7
1.3 Exécution dans le canton de Berne	7
2. Tâches du détenteur d'une entreprise	9
2.1 Évaluation concernant le champ d'application de l'OPAM.....	9
2.2 Prise de mesures de sécurité appropriées.....	9
2.3 Établissement du rapport succinct.....	11
2.4 Établissement d'une étude de risque.....	11
2.5 Mise à jour du rapport succinct ou de l'étude de risque	11
3. Tâches du Laboratoire cantonal en tant qu'autorité d'exécution	13
3.1 Contrôle relatif au champ d'application.....	13
3.2 Examen et appréciation du rapport succinct	13
3.3 Ordre d'établir l'étude de risque, examen et appréciation	13
3.4 Contrôles	13
3.5 Cadastre des dangers ABC.....	13
4. Bases pour l'évaluation concernant le champ d'application	15
5. Introduction sur la marche à suivre	17
5.1 Formulaires	17
5.2 Circonstances qui nécessitent que des formulaires soient remplis	19
6. Marche à suivre lors du remplissage des formulaires	21
6.1 Circonstance n° 1 : Première évaluation concernant le champ d'application	21
6.1.1 L'entreprise ne relève pas du champ d'application de l'OPAM	21
6.1.2 L'entreprise entre dans le champ d'application de l'OPAM.....	21
6.2 Circonstance n° 2 : Changement de la situation	22
6.2.1 L'entreprise ne relève plus du champ d'application de l'OPAM	22
6.2.2 L'entreprise reste dans le champ d'application de l'OPAM	23
6.3 Circonstance n° 3 : Nouvelles constructions / transformations	25
6.3.1 Nouvelle entreprise / entreprise existante après nouvelles constructions ou transformations, pour laquelle l'OPAM ne s'applique pas	27
6.3.2 La nouvelle entreprise / l'entreprise existante après nouvelles constructions ou transformations entre nouvellement dans le champ d'application de l'OPAM.....	27
6.3.3 Entreprise existante après nouvelles constructions ou transformations, pour laquelle l'OPAM continue de s'appliquer	27
7. Informations complémentaires	29
7.1 Adresse du Laboratoire cantonal.....	29
7.2 Formulaires du Laboratoire cantonal – Thème Prévention des accidents majeurs	29
7.3 Publications de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) sur le thème de la prévention des accidents majeurs	29
7.4 Bases légales	29
Annexes	31
Annexe 1 : Explications sur la manière de remplir les formulaires de rapport succinct	33
A1-1 Formulaire « CA » (Champ d'application)	33
A1-2 Liste de substances Excel « LS » (Liste des substances, préparations et déchets spéciaux).....	33
A1-3 Formulaire « RS » (Sommaire du rapport succinct)	33

A1-4	Formulaire « DG » (Documentation générale)	36
A1-5	Formulaire « UI » (Unité d'investigation)	45
A1-6	Formulaire « AÉ » (Auto-évaluation)	51
Annexe 2 : Bibliographie.....		53

Sigles et abréviations

ABC	atomique, biologique, chimique
AÉ	Auto-évaluation
AEAI	Association des établissements cantonaux d'assurance incendie
AEC	(Domaine spécialisé) Armes, explosifs et commerce (de la Police cantonale)
AIB	Assurance immobilière Berne
BLEVE	<i>Boiling Liquid Expanding Vapor Explosion</i>
CARBURA	Organisation suisse de stockage obligatoire pour carburants et combustibles liquides
CFST	Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail
DG	Documentation générale
ÉR	Étude de risque selon l'OPAM
GLN	Gaz naturel liquéfié
GPL	Gaz de pétrole liquéfié
IAC	(Domaine spécialisé) Industrie, artisanat, citernes (de l'Office des eaux et des déchets)
IAM	Indice d'accident majeur
LC	Laboratoire cantonal
LEaux	Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux
LPE	Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (Loi sur la protection de l'environnement)
LS	Liste de substances
NOGA	Nomenclature générale des activités économiques
OED	Office des eaux et des déchets
OExpl	Ordonnance du 27 novembre 2000 sur les substances explosibles (Ordonnance sur les explosifs)
OFEV	Office fédéral de l'environnement
OFS	Office fédéral de la statistique
OiOPAM	Ordonnance d'introduction du 22 septembre 1993 de l'ordonnance fédérale sur les accidents majeurs
OPAM	Ordonnance du 27 février 1991 sur la protection contre les accidents majeurs (Ordonnance sur les accidents majeurs)
RS	Rapport succinct selon l'OPAM
SHA	Substance de haute activité
SGS	Système de gestion de la sécurité
SQ	Seuil quantitatif selon l'OPAM
STEP	Station d'épuration des eaux usées
SUVA	Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
TRCI	Directives techniques pour les parcs de réservoirs de l'industrie chimique

UI Unité d'investigation

1. Introduction

1.1 Situation de départ et objectif

Le présent guide¹ décrit à quels éclaircissements les détenteurs d'entreprises utilisant des substances², des préparations², des déchets spéciaux² ou des substances de haute activité^{2,3} dangereux doivent procéder et quelles tâches leur incombent dans le cadre de l'exécution de l'Ordonnance sur les accidents majeurs (OPAM)⁴. Il décrit également les documents et la forme sous laquelle ceux-ci doivent être remis à l'autorité d'exécution.

Les explications ont été principalement reprises directement des modules du *Manuel de l'ordonnance sur les accidents majeurs (OPAM)*⁵ de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV). Ces modules contiennent encore d'autres informations importantes qui ne sont pas abordées ici davantage, mais qui sont toutefois nécessaires à la bonne compréhension des notions utilisées dans le présent guide et dans les formulaires à remplir⁶. Le Laboratoire cantonal (LC) part du principe que la personne qui remplit les formulaires de rapport succinct a connaissance des modules du Manuel de l'OPAM qui s'appliquent à sa propre entreprise.

1.2 Principe de l'Ordonnance sur les accidents majeurs

L'OPAM a pour but de protéger la population et l'environnement des graves dommages résultant d'accidents majeurs. On entend par *accident majeur*² tout événement extraordinaire qui survient dans une entreprise et qui a des conséquences graves hors de l'aire de celle-ci.

Une approche en deux étapes est appliquée lors de l'évaluation du risque lié à une entreprise :

1. Rapport succinct selon l'OPAM (RS, art. 5 al. 1 OPAM)
2. Étude de risque (ÉR) : s'il ressort du RS que l'entreprise risque de causer de graves dommages à la population ou à l'environnement à la suite d'accidents majeurs, l'autorité d'exécution exige une étude de risque détaillée (art. 6 al. 4 ainsi qu'annexe 4.1 OPAM).

L'autorité d'exécution contrôle que les détenteurs d'entreprises assument sous leur propre responsabilité les obligations découlant de l'OPAM.

1.3 Exécution dans le canton de Berne

Dans le canton de Berne, l'exécution de l'OPAM est réglée dans l'Ordonnance d'introduction de l'ordonnance fédérale sur les accidents majeurs (OiOPAM)⁷. Selon cette ordonnance, le LC est chargé entre autres de l'exécution de l'OPAM dans les entreprises présentant un danger potentiel chimique⁸.

¹ Le présent guide met l'accent sur le rapport succinct du détenteur. Les mêmes considérations sont cependant aussi valables en substance pour l'étude de risque, qui n'est pas approfondie ici.

² Pour la compréhension des différentes notions, se référer aux modules du Manuel de l'OPAM de l'OFEV [1 – 6]. On trouve un glossaire dans le Manuel de l'OPAM – *Partie générale* [1].

³ Les substances de haute activité (SHA) sont des substances, préparations ou déchets spéciaux, qui remplissent les critères selon l'annexe 1.1 ch. 5 OPAM. Les substances, préparations ou déchets spéciaux incluent ci-après implicitement les SHA. Voir module *Prévention des accidents majeurs dans les entreprises utilisant des substances de haute activité* du Manuel de l'OPAM [2].

⁴ Ordonnance du 27 février 1991 sur la protection contre les accidents majeurs (Ordonnance sur les accidents majeurs, OPAM, RS 814.012)

⁵ www.ofev.admin.ch → Thèmes → Accidents majeurs → Aides à l'exécution → Manuel de l'ordonnance sur les accidents majeurs (OPAM)

⁶ Le module *Entreprises présentant un potentiel de danger chimique* du Manuel de l'OPAM [3] indique en outre des liens vers des aides pour élaborer des rapports succincts ou vers des rapports cadres spécifiques à certaines installations (p. ex. entrepôts d'engrais contenant du nitrate d'ammonium, installations frigorifiques, citernes pour gaz liquéfié, installations de stockage d'hydrocarbures, stations satellites GNL, etc.), qu'il faut utiliser.

⁷ Ordonnance d'introduction du 22 septembre 1993 de l'ordonnance fédérale sur les accidents majeurs (OiOPAM, RSB 820.131)

⁸ Le LC est aussi chargé de l'exécution de l'OPAM dans les entreprises présentant un danger potentiel biologique. Ce domaine n'est pas couvert par le présent guide.

2. Tâches du détenteur d'une entreprise

2.1 Évaluation concernant le champ d'application de l'OPAM

Dans un premier temps, le détenteur d'une entreprise utilisant des substances, des préparations ou des déchets spéciaux dangereux doit, sous sa propre responsabilité, établir si son entreprise entre dans le champ d'application de l'OPAM (voir chapitre 4).

2.2 Prise de mesures de sécurité appropriées

On trouve au cœur de l'ordonnance l'obligation pour le détenteur d'une entreprise qui entre dans le champ d'application de l'OPAM d'évaluer sous sa propre responsabilité et de manière systématique les risques liés à son entreprise et de prendre préventivement toutes les mesures de sécurité propres à réduire le risque.

L'OPAM n'abroge pas d'autres dispositions légales ou prescriptions en vigueur, ni ne les remplace. Il s'agit d'une disposition subsidiaire axée sur le risque, pour certaines installations qui – malgré le respect de toutes les dispositions légales ou prescriptions relatives à la sécurité – pourraient, en raison de leur danger potentiel, porter gravement atteinte à la population ou à l'environnement en cas d'événements extraordinaires.

Le détenteur d'une entreprise doit – que celle-ci entre ou non dans le champ d'application de l'OPAM – observer toutes les dispositions légales et les *règles reconnues de la technique*⁹ et mettre en œuvre les mesures correspondantes (Figure 1 : « socle de base pour l'exécution de l'OPAM »). Celles-ci ne sont pas définies par l'OPAM, mais constituent le socle de base sans lequel le rapport succinct selon l'OPAM ne peut pas être élaboré de manière adéquate et une exécution efficace de l'OPAM n'est pas rendue possible.

Par conséquent, p. ex. le stockage des substances dangereuses¹⁰ et l'aménagement des places de transbordement de marchandises¹¹ de manière conforme aux prescriptions, le respect des prescriptions de protection incendie de l'Association des établissements cantonaux d'assurance incendie (AEAI)¹², une rétention des eaux d'extinction¹³ fonctionnelle ainsi que le respect des exigences de la législation sur les produits chimiques, sur les déchets, sur la protection des eaux et sur les explosifs (liste non exhaustive) constituent les conditions préalables pour que l'exécution de l'OPAM puisse être engagée.

Les questions en suspens à ces sujets doivent être clarifiées au préalable et les éventuelles mesures qui en découlent doivent être prises avant l'élaboration resp. la remise du rapport succinct au LC. Le recours à des conseillers spécialisés disposant de compétences dans les domaines susmentionnés peut s'avérer utile.

⁹ Les règles (reconnues) de la technique correspondent aux connaissances spécialisées éprouvées et appliquées d'une manière générale, telles qu'on les trouve dans les réglementations, les normes et les manuels [1].

¹⁰ Voir guide « Entreposage des matières dangereuses – Guide pratique » : www.kvu.ch/fr → Thèmes → Substances et produits → Documents → Tous les documents → Stockage de substances dangereuses → Öffentliche Dokumente.

¹¹ Voir guide « Sécurisation et évacuation des eaux des places de transbordement de marchandises » : www.kvu.ch/fr → Thèmes → Substances et produits → Documents → Tous les documents → Places de transbordement des marchandises.

¹² Informations sous www.bsvonline.ch/fr

¹³ Concerne les entreprises qui, conformément à la décision de l'OED, sont astreintes à prendre des mesures pour garantir la rétention des eaux d'extinction (obligation de rétention des eaux d'extinction). En règle générale, le concept de rétention des eaux d'extinction est à faire approuver par l'OED avant la remise du rapport succinct au LC. Informations (Guide pratique et annexe du canton de Berne) sous www.be.ch/oed → Thèmes → Eau → Évacuation des eaux usées → Eaux usées industrielles et artisanales → Entreposage des matières dangereuses / Rétention des eaux d'extinction.

Au moment d'engager des mesures, on procède systématiquement selon les exigences énoncées à l'annexe 2.1 OPAM et il convient en particulier de prendre en compte les mesures prévues à l'annexe 2.2 OPAM (art. 3 al. 3 OPAM).

2.3 Établissement du rapport succinct

Le détenteur d'une entreprise entrant dans le champ d'application de l'OPAM doit élaborer ce qu'on appelle un rapport succinct (RS) et le remettre de sa propre initiative à l'autorité d'exécution. Dans la procédure d'octroi du permis de construire d'une entreprise entrant dans le champ d'application de l'OPAM, le RS fait en général partie du dossier de demande de permis de construire (voir chapitre 6.3).

Fondamentalement, un RS doit démontrer à l'autorité d'exécution ainsi qu'à l'entreprise quels événements peuvent survenir avec quelles substances, préparations ou déchets spéciaux et à quels dommages à la population et à l'environnement ces événements peuvent conduire. Pour ce faire, le RS doit refléter la réalité et doit démontrer que l'entreprise remplit au minimum toutes les prescriptions applicables significatives pour la prévention des accidents majeurs (règles de la technique) et, qu'elle a, le cas échéant, pris d'autres mesures de sécurité appropriées (art. 3 OPAM ; voir chapitre 2.2). Si le détenteur de l'entreprise constate de graves manquements en ce qui concerne des mesures de sécurité nécessaires lors de l'élaboration du rapport succinct, il doit y remédier sous sa propre responsabilité aussi rapidement que possible et en principe avant de remettre le rapport succinct à l'autorité d'exécution. Il y a lieu de donner dans le rapport succinct des informations concrètes et contraignantes sur les planifications prévues pour corriger d'éventuels manquements (mineurs) qui n'auraient pas encore été corrigés.

Le RS constitue la base sur laquelle l'autorité d'exécution vérifie les mesures de sécurité mises en œuvre conformément à l'art 3. OPAM et permet une première appréciation de la situation en présence.

Si toutes les mesures de sécurité propres à diminuer le risque ont été prises dans l'entreprise et si le détenteur peut démontrer de manière plausible dans le RS que de *graves dommages*¹⁸ à la population ou à l'environnement à la suite d'accidents majeurs ne risquent pas d'être causés, la procédure de contrôle et d'appréciation selon l'OPAM est close à l'étape du RS.

2.4 Établissement d'une étude de risque

Si, sur la base des scénarios d'accident majeur décrits dans le rapport succinct, de graves dommages à la population ou à l'environnement ne peuvent pas être exclus, l'autorité d'exécution ordonne au détenteur d'élaborer une étude de risque (ÉR) selon l'annexe 4.1 OPAM. Suivant les résultats de l'ÉR, des mesures de sécurité supplémentaires peuvent être ordonnées (dans les cas extrêmes, si nécessaire, même des restrictions ou des interdictions d'exploitation). Une ÉR est une étude poussée et quantitative concernant l'ampleur de plusieurs scénarios d'accident majeur possibles et la probabilité avec laquelle ceux-ci pourraient se produire. La démarche appliquée lors d'une ÉR n'est pas approfondie dans le cadre de ce guide.

2.5 Mise à jour du rapport succinct ou de l'étude de risque

Selon l'art. 8a OPAM le détenteur est tenu de compléter spontanément le RS ou l'ÉR et de le/la soumettre à nouveau à l'autorité d'exécution, si la situation change de façon notable dans l'entreprise ou ses environs

¹⁸ Voir module *Critères d'appréciation relatifs à l'OPAM* du Manuel de l'OPAM [6].

ou qu'il a connaissance de faits nouveaux pertinents. La prévention des accidents majeurs dans une entreprise doit donc être considérée comme une tâche permanente et ne s'achève pas avec la remise du RS ou de l'ÉR. Des exemples de changements notables de la situation et de faits nouveaux pertinents sont mentionnés au chapitre 5.2.

3. Tâches du Laboratoire cantonal en tant qu'autorité d'exécution

3.1 Contrôle relatif au champ d'application

Sur la base des documents fournis par l'entreprise, par des contrôles éventuels (p. ex. sur place) ainsi que lors de procédures en approbations / en autorisations, le LC vérifie si le détenteur a établi de manière correcte, si l'OPAM s'applique à son entreprise.

3.2 Examen et appréciation du rapport succinct

Le LC vérifie que le rapport succinct soit complet et correct (art. 6 al. 1 OPAM). Il vérifie en particulier si l'estimation de l'ampleur des dommages que pourrait subir la population ou l'environnement est plausible (art. 6 al. 2 let. a OPAM). Il consigne, après une éventuelle visite des lieux, par écrit son appréciation du rapport succinct. Pour discuter de problèmes dépassant son domaine, il peut faire appel à d'autres autorités / services spécialisés (en premier lieu l'OED et l'AIB) (art. 2 al. 4 OiOPAM).

S'il découle de l'appréciation du RS que les mesures de sécurité au sens de l'art. 3 OPAM sont respectées dans l'entreprise et qu'il ne faut pas s'attendre à de graves dommages à la suite d'accidents majeurs, il peut être mis un terme à la procédure de contrôle et d'appréciation selon l'OPAM à l'étape du RS. Une procédure achevée ne dispense pas le détenteur d'assumer durablement ses obligations préventives (art. 3 OPAM), ni de mettre à jour le RS ou l'ÉR, si la situation change de façon notable ou qu'il a connaissance de faits nouveaux pertinents (art. 8a OPAM).

Si les mesures de sécurité mises œuvre ne respectent pas les exigences de l'art. 3 OPAM, les mesures nécessaires sont ordonnées.

3.3 Ordre d'établir l'étude de risque, examen et appréciation

Si, malgré le respect des mesures de sécurité au sens de l'art. 3 OPAM, de graves dommages à la population ou à l'environnement à la suite d'accidents majeurs (pire scénario réaliste possible) ne peuvent pas être exclus, le LC ordonne au détenteur de l'entreprise de procéder à une étude de risque selon l'OPAM.

Le LC examine ensuite l'ÉR et remet après une éventuelle visite des lieux, une appréciation écrite. Il peut en résulter des mesures de sécurité supplémentaires.

3.4 Contrôles

Pour s'assurer que le détenteur honore durablement ses obligations préventives, des contrôles réguliers, entre autres sur place conformément à l'art. 8b OPAM, peuvent être effectués.

3.5 Cadastre des dangers ABC

Les documents remis au LC par les entreprises constituent la base pour le cadastre des dangers ABC (cadastre des risques selon l'art. 1 al. 1 let. c OiOPAM), qui vise à fournir un aperçu des principaux dangers potentiels. Outil de planification à l'intention des communes, des arrondissements administratifs, du canton et de la Confédération, le cadastre des dangers ABC est également une source d'informations pour les

organes de conduite cantonaux, régionaux et communaux ainsi que pour les services d'intervention comme les sapeurs-pompiers, la défense ABC, les services sanitaires, la protection civile et la police.

4. Bases pour l'évaluation concernant le champ d'application

Une entreprise entre dans le champ d'application de l'OPAM, quand sont utilisés ou stockés sur l'aire de l'entreprise des substances, des préparations ou des déchets spéciaux, dont la quantité maximale dépasse un certain seuil quantitatif² (SQ) selon l'OPAM. Par quantité maximale, on entend la somme de toutes les quantités partielles possibles en fonction des étapes et des capacités de production. Ce n'est pas la quantité moyenne en stock qui est déterminante pour évaluer si un seuil quantitatif est dépassé, mais la capacité maximale possible sur l'ensemble de l'aire de l'entreprise (y compris les quantités dans les dépôts principaux, intermédiaires et annexes, en cours de processus et dans les installations¹⁹). L'addition des quantités de différentes substances, préparations ou déchets spéciaux ayant les mêmes propriétés n'est pas demandée pour déterminer la quantité maximale. Les critères que le détenteur doit appliquer pour déterminer les seuils quantitatifs de chaque substance, préparation ou déchet spécial sont mentionnés à l'annexe 1.1 OPAM et dans les modules *Seuils quantitatifs selon l'ordonnance sur les accidents majeurs (OPAM)* [4] ainsi que *Prévention des accidents majeurs dans les entreprises utilisant des substances de haute activité* [2] resp. *Prévention des accidents majeurs dans les entreprises civiles utilisant des substances explosives* [5] du Manuel de l'OPAM.

On trouve dans les instructions pour le remplissage²⁰ de la liste des substances, préparations et déchets spéciaux (liste de substances Excel « LS ») des informations importantes pour déterminer les seuils quantitatifs.

¹⁹ Comme p. ex. les installations frigorifiques à l'ammoniac, les citernes pour gaz liquéfié, les citernes à benzine, diesel, mazout ou oxygène, etc
²⁰ www.be.ch/sde → Prévention des accidents majeurs → Rapport succinct → Liste de formulaires

5. Introduction sur la marche à suivre

Le présent chapitre explique à quelles clarifications spécifiques à chaque cas il convient de procéder. Il y a différents formulaires à remplir selon la situation. Les formulaires du rapport succinct sont présentés et leur but est expliqué dans le chapitre suivant 5.1. Des explications concernant la manière détaillée dont les formulaires individuels doivent être remplis se trouvent à l'annexe 1.

5.1 Formulaires

Tous les formulaires de rapport succinct du Laboratoire cantonal se trouvent à l'adresse suivante : www.be.ch/sde → Prévention des accidents majeurs → Rapport succinct → Liste de formulaires.

Éléments du RS	Description
Formulaire « RS »	Tous les formulaires et annexes appartenant au rapport succinct sont énumérés dans le formulaire « RS » (Sommaire du <u>r</u> apport <u>s</u> uccinct). Le formulaire fait office d'aperçu et de vérification de l'intégralité du rapport succinct.
Formulaire « CA »	Le formulaire « CA » (C hamp d' a pplication) contient le résultat de l'évaluation interne à l'entreprise concernant le champ d'application de l'OPAM.
Liste de substances Excel « LS »	Les substances, préparations et déchets spéciaux présents sur l'aire de l'entreprise sont rassemblés dans le formulaire « LS » (L iste de s ubstances Excel), avec leurs quantités, propriétés, seuils quantitatifs, types et lieux d'entreposage. Des instructions séparées ²⁰ expliquent comment il faut remplir la liste de substances Excel. La liste de substances permet au LC de : <ul style="list-style-type: none"> – vérifier si le résultat de l'évaluation interne à l'entreprise concernant le champ d'application est plausible ; – mettre à jour le cadastre des dangers ABC.
Formulaire « DG »	Les données générales qui s'appliquent à l'ensemble de l'entreprise sont documentées dans le formulaire « DG » (D ocumentation g énérale).
Formulaires « UI »	Les données axées principalement sur les constructions ou les installations (unités d'investigation) présentes sur l'aire de l'entreprise et significatives en ce qui concerne les accidents majeurs sont rassemblées dans le ou les formulaire(s) « UI » (U nité d' i nvestigation). Il faut remplir un formulaire « UI » séparé pour chaque unité d'investigation significative en ce qui concerne les accidents majeurs sur l'aire de l'entreprise. On entend ici par unités d'investigation significatives en ce qui concerne les accidents majeurs les constructions ou les installations, dans lesquelles des substances, préparations ou déchets spéciaux sont utilisés ou stockés, dont la quantité maximale <u>sur l'ensemble de l'aire de l'entreprise</u> dépasse le seuil quantitatif correspondant. La répartition de <u>ces</u> substances, préparations ou déchets spéciaux entre les constructions et les installations permet ensuite de déterminer les unités d'investigation significatives en ce qui concerne les accidents majeurs. Pour les entreprises assujetties à l'ordonnance par l'autorité d'exécution ²¹ , il s'agit des constructions ou des installations, dans lesquelles est manipulé la substance, la préparation ou le déchet spécial qui a conduit à l'assujettissement.

²¹ Un assujettissement en raison du danger potentiel n'a lieu que pour des cas isolés et ce pour les entreprises qui utilisent des substances, des préparations ou des déchets spéciaux ne dépassant pas les seuils quantitatifs au sens de l'annexe 1.1 OPAM (art. 1 al. 3 let. a OPAM).

Éléments du RS	Description
	<p>La sélection des unités d'investigation d'une entreprise désignées comme significatives en ce qui concerne les accidents majeurs incombe au détenteur.</p> <p>Cette sélection ou la renonciation à désigner d'autres unités d'investigation significatives en ce qui concerne les accidents majeurs doit être justifiée de manière appréhensible dans une lettre d'accompagnement.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Exemples d'unités d'investigation significatives en ce qui concerne les accidents majeurs : dépôt de produits chimiques, local de production, local comprenant les bains galvaniques, citerne de grande capacité, installation frigorifique à l'ammoniac, citerne pour gaz liquéfié, dépôt de substances explosives, place de transbordement, etc. – Exemples d'unités d'investigation en général non-significatives en ce qui concerne les accidents majeurs : bureau, laboratoire, atelier, etc. <p><u>Indications pour les places de transbordement de marchandises :</u></p> <p>En règle générale, une place de transbordement de marchandises doit être désignée comme unité d'investigation significative en ce qui concerne les accidents majeurs, lorsqu'y sont transbordés des substances, des préparations ou des déchets spéciaux, dont la quantité maximale <u>sur l'ensemble de l'aire de l'entreprise</u> dépasse le seuil quantitatif correspondant. Pour les entreprises assujetties à l'ordonnance par l'autorité d'exécution²¹, c'est le cas lorsque la substance, la préparation ou le déchet spécial qui a conduit à l'assujettissement est transbordé sur la place de transbordement de marchandises.</p> <p>La désignation ou la renonciation à désigner une place de transbordement de marchandises comme unité d'investigation significative en ce qui concerne les accidents majeurs doit être justifiée de manière appréhensible dans une lettre d'accompagnement.</p> <p>Indépendamment du fait qu'une place de transbordement de marchandises soit désignée ou non comme unité d'investigation significative en ce qui concerne les accidents majeurs, elle doit au moins satisfaire aux exigences des prescriptions applicables resp. à celles de la protection des eaux (règles de la technique).</p> <p><u>Places de transbordement de marchandises :</u> Informations sous www.kvu.ch/fr → Thèmes → Substances et produits → Documents → Tous les documents → Places de transbordement des marchandises.</p> <p>L'OED peut être contacté en cas de questions sur les places de transbordement de marchandises : www.be.ch/oed → Trouver un ou une spécialiste.</p>
Formulaire « AÉ »	<p>Le détenteur consigne dans le formulaire « AÉ » (Auto-évaluation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> – si toutes les mesures propres à diminuer le risque ont été prises et – s'il est possible d'admettre que l'entreprise ne risque pas de causer de graves dommages à la population ou à l'environnement à la suite d'accidents majeurs.
Concepts, cartes et autres annexes	<p>Concepts, plans, extraits de cartes et autres annexes servent à garantir l'appréhensibilité des informations fournies dans les formulaires. Des photos, des esquisses et des calculs de libération, de propagation et d'impact, etc. peuvent également constituer des compléments utiles. Les documents qui doivent être considérés comme faisant partie du RS doivent être explicitement énumérés dans le formulaire « KB ».</p>

5.2 Circonstances qui nécessitent que des formulaires soient remplis

Il y a en principe trois circonstances différentes qui nécessitent que des formulaires de rapport succinct soient remplis (Figure 2) :

1) Première évaluation concernant le champ d'application

2) Changement de la situation

3) Nouvelles constructions / transformations

Figure 2: Circonstances importantes qui nécessitent que des formulaires de rapport succinct soient remplis.

- **Circonstance n° 1 :** La « **Première évaluation concernant le champ d'application** » concerne les entreprises existantes qui utilisent des substances, des préparations ou des déchets spéciaux dangereux et dont le détenteur évalue pour la première fois si l'entreprise entre dans le champ d'application de l'OPAM.
- **Circonstance n° 2 :** Le « **Changement de la situation** » concerne les entreprises existantes auxquelles l'OPAM s'applique²² et pour lesquelles la situation a changé de façon notable ou pour lesquelles des faits nouveaux pertinents sont apparus depuis la remise du rapport succinct ou de l'étude de risque en vigueur.
 - Exemples de changements notables de la situation dans l'entreprise :
 - Les capacités de l'entreprise ont été fortement augmentées ou réduites (p. ex. la capacité de production, les capacités de stockage de substances).
 - De nouvelles substances sont utilisées ou stockées ; des substances jusqu'à maintenant présentes ne sont plus utilisées ou ont été remplacées par des substituts moins dangereux.
 - De nouvelles installations ont été mises en service ou des installations existantes ont été modifiées de façon notable.
 - Des modifications significatives du point de vue de la sécurité ont été apportées aux procédés de production, aux installations ou dans la manière dont le stockage est organisé.
 - Des modifications de l'identité du détenteur sont intervenues (p. ex. une entreprise a donné le jour à deux nouvelles entreprises autonomes avec des aires d'exploitation séparées).
 - Exemples de changements notables de la situation dans les environs de l'entreprise :
 - Classements en zone à bâtir, augmentations du degré d'affectation, changements d'affectation ou nouvelles constructions dans le voisinage,
 - qui conduisent à une augmentation notable du nombre d'occupants (logements, emplois ou rassemblements temporaires de personnes) ;
 - qui pourraient nouvellement être affectés par des accidents majeurs dans l'entreprise en question ;
 - qui pourraient représenter une cause externe d'accidents majeurs dans l'entreprise en question.
 - De nouvelles zones de protection des eaux souterraines S ont été délimitées.
 - Des faits nouveaux pertinents sont apparus, p. ex. lors :
 - de développements de l'état de la technique de sécurité ;
 - d'évaluations de dérangements ou d'accidents majeurs dans l'entreprise ou le groupe ;

²² Entreprises, qui :

- entrent dans le champ d'application de l'Ordonnance sur les accidents majeurs en raison du dépassement des seuils quantitatifs de substances, de préparations ou de déchets spéciaux au sens de l'annexe 1.1 OPAM ou
- ont été assujetties à l'Ordonnance sur les accidents majeurs par l'autorité d'exécution, car, en raison du danger potentiel qu'elles présentent, elles pourraient porter gravement atteinte à la population ou à l'environnement.

- de nouvelles classifications de substances ou de préparations (p. ex. nouveaux codes H/EUH).
- **Circonstance n° 3** : Le cas « **Nouvelles constructions / transformations** » s'applique quand :
 - une nouvelle entreprise, qui va utiliser des substances, des préparations ou des déchets spéciaux dangereux, est planifiée.
 - dans une entreprise existante pour laquelle l'OPAM s'applique²², des transformations de l'entreprise, de nouvelles constructions / des transformations de parties de l'entreprise ou des installations sont prévues.
 - dans une entreprise existante pour laquelle l'OPAM ne s'appliquait pas jusqu'à présent²³, des transformations de l'entreprise sont prévues, qui pourraient faire en sorte que l'entreprise entre maintenant dans le champ d'application de l'OPAM.

²³ Entreprises :

- ne dépassant pas les seuils quantitatifs des substances, des préparations ou des déchets spéciaux au sens de l'annexe 1.1 OPAM et
- qui n'ont pas été assujetties à l'Ordonnance sur les accidents majeurs par l'autorité d'exécution.

6. Marche à suivre lors du remplissage des formulaires

6.1 Circonstance n° 1 : Première évaluation concernant le champ d'application

Le détenteur d'une entreprise utilisant des substances, préparations ou déchets spéciaux dangereux, doit tout d'abord établir sous sa propre responsabilité si son entreprise entre dans le champ d'application de l'OPAM. C'est le cas lorsque, parmi la quantité maximale de substances, préparations ou déchets spéciaux présents sur l'ensemble de l'aire de l'entreprise, le seuil quantitatif (SQ) selon l'OPAM d'au moins une substance, une préparation ou un déchet spécial est dépassé.

6.1.1 L'entreprise ne relève pas du champ d'application de l'OPAM

Si l'évaluation montre que l'entreprise ne relève pas du champ d'application de l'OPAM, il ne résulte en principe pour le détenteur aucune obligation découlant de l'OPAM. Aucun formulaire de RS ne doit donc être remis au LC.

Il convient toutefois de noter que les détenteurs d'entreprises pour lesquelles l'OPAM ne s'applique pas²³, doivent satisfaire aux obligations de l'art. 10 de la Loi sur la protection de l'environnement (LPE)²⁴ et prendre sous leur propre responsabilité les mesures à même d'assurer la protection de la population et de l'environnement.

6.1.2 L'entreprise entre dans le champ d'application de l'OPAM

Si le détenteur constate que le seuil quantitatif d'un ou plusieurs substances, préparations ou déchets spéciaux est dépassé, il faut établir un rapport succinct complet, le signer et le remettre au LC.

Le rapport succinct comprend tous les formulaires et annexes mentionnés au chapitre 5.1, c.-à-d. :

- le formulaire « RS »,
- le formulaire « CA »,
- le formulaire « LS »,
- le formulaire « DG »,
- un ou plusieurs formulaire(s) « UI » (p. ex. UI 1, UI 2, ...),
- le formulaire « AÉ »,
- des concepts / des plans / des extraits de carte ainsi que d'autres annexes.

La documentation du rapport succinct est à remettre sous forme papier et électronique :

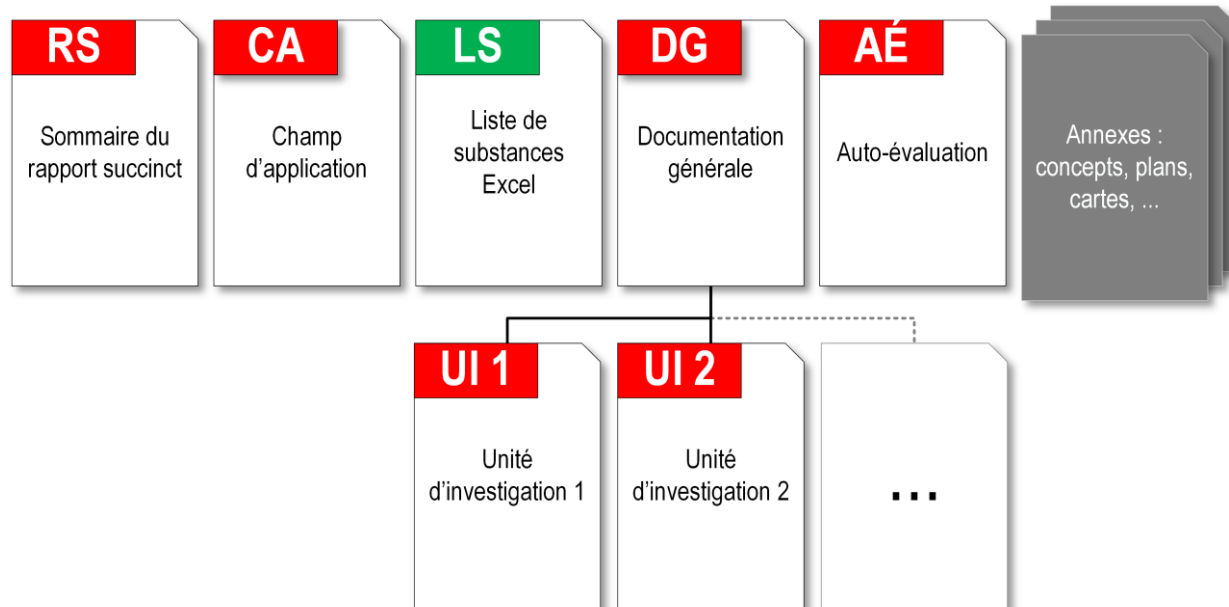
- la liste de substances en tant que fichier Excel,
- les formulaires et annexes restants en tant que PDF non-éditables.

Les formulaires sont conçus de telle manière que la plupart des informations peuvent être fournies directement par le détenteur. Pour que l'autorité d'exécution puisse exercer sa tâche de contrôle, les informations saisies dans le rapport succinct doivent correspondre à la réalité et être exposées de manière appréhensible et transparente. Le détenteur doit clairement faire ressortir du rapport succinct si les exigences de l'art. 3 OPAM sont respectées et s'il faut s'attendre à de graves dommages à la suite d'accidents majeurs ou pas. Il faut rappeler ici que le fardeau de la preuve incombe au détenteur de l'entreprise, pas à

²⁴ Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (Loi sur la protection de l'environnement, LPE, RS 814.01)

l'autorité. Les calculs de l'ampleur des dommages nécessaires à cet égard peuvent être complexes. C'est pourquoi il est conseillé de faire appel à des spécialistes compétents pour la description des scénarios d'accident majeur et pour l'estimation de l'ampleur des dommages²⁵.

Il faut remettre au Laboratoire cantonal un rapport succinct complet comprenant :



6.2 Circonstance n° 2 : Changement de la situation

Le détenteur doit régulièrement et sous sa propre responsabilité vérifier si le rapport succinct remis au LC reflète encore la situation actuelle. Il faut noter que seuls des changements notables de la situation ou des faits nouveaux pertinents rendent nécessaires une mise à jour du rapport succinct (cf. chapitre 5.2).

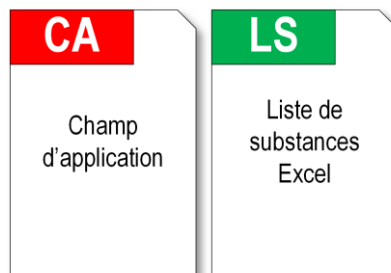
6.2.1 L'entreprise ne relève plus du champ d'application de l'OPAM

Si le détenteur constate que son entreprise ne relève plus du champ d'application de l'OPAM, il faut remplir et envoyer au LC les formulaires « CA » et « LS »²⁰.

Il est recommandé d'exposer dans une lettre d'accompagnement les changements qui ont conduit à ce que l'entreprise ne relève plus du champ d'application de l'OPAM.

²⁵ Le rapport succinct demeure le rapport succinct du détenteur, même si celui-ci (ou des parties de celui-ci) a été élaboré sur mandat par un conseiller. Il ne faut pas émettre de conjectures, seuls des faits sont à décrire. Le RS ne doit pas contenir de recommandations (à l'intention du détenteur) à prendre des mesures de sécurité, mais seulement des engagements à prendre des mesures de sécurité. Le LC part du principe que l'auteur du rapport a convenu du contenu du RS avec le détenteur et que ce dernier est d'accord avec les déclarations et les conclusions qui y sont faites en ce qui concerne les mesures (responsabilité personnelle).

Il faut remettre au Laboratoire cantonal les formulaires suivants :



6.2.2 L'entreprise reste dans le champ d'application de l'OPAM

6.2.2.1 Les changements n'affectent que certaines parties de l'entreprise

La structure modulaire du rapport succinct permet, lors de changements qui n'ont pas d'impact sur le rapport succinct de l'ensemble de l'entreprise, de n'adapter que les formulaires affectés par les changements.

La Figure 3 montre l'exemple d'un rapport succinct d'une entreprise fictive avec à l'origine deux unités d'investigation significatives en ce qui concerne les accidents majeurs (p. ex. UI 1 = parc de citernes à mazout, UI 2 = halle de production) : après la mise hors service du parc de citernes à mazout, le formulaire initial UI 1 a été retiré et le formulaire UI 3 a été inséré, suite à la mise en service d'une station satellite GLN²⁶.

Le changement effectué doit être mentionné dans le formulaire « RS » (Sommaire du rapport succinct). Il rend nécessaire une mise à jour de la liste de substances Excel « LS » (mazout remplacé par le GNL), le retrait du formulaire « UI 1 » (parc de citernes à mazout) et l'insertion du formulaire « UI 3 » (station satellite GLN) ainsi qu'une adaptation des plans existants en ce qui concerne le nouvel emplacement dans l'entreprise.

Un formulaire « AÉ » mis à jour est remettre dans tous les cas. Les formulaires « CA » (l'entreprise reste dans le champ d'application de l'OPAM), « DG » (documentation générale) et « UI 2 » (pas de changement pertinent dans la halle de production) restent inchangés.

²⁶ gaz naturel liquéfié (anglais : LNG → *liquefied natural gas*).

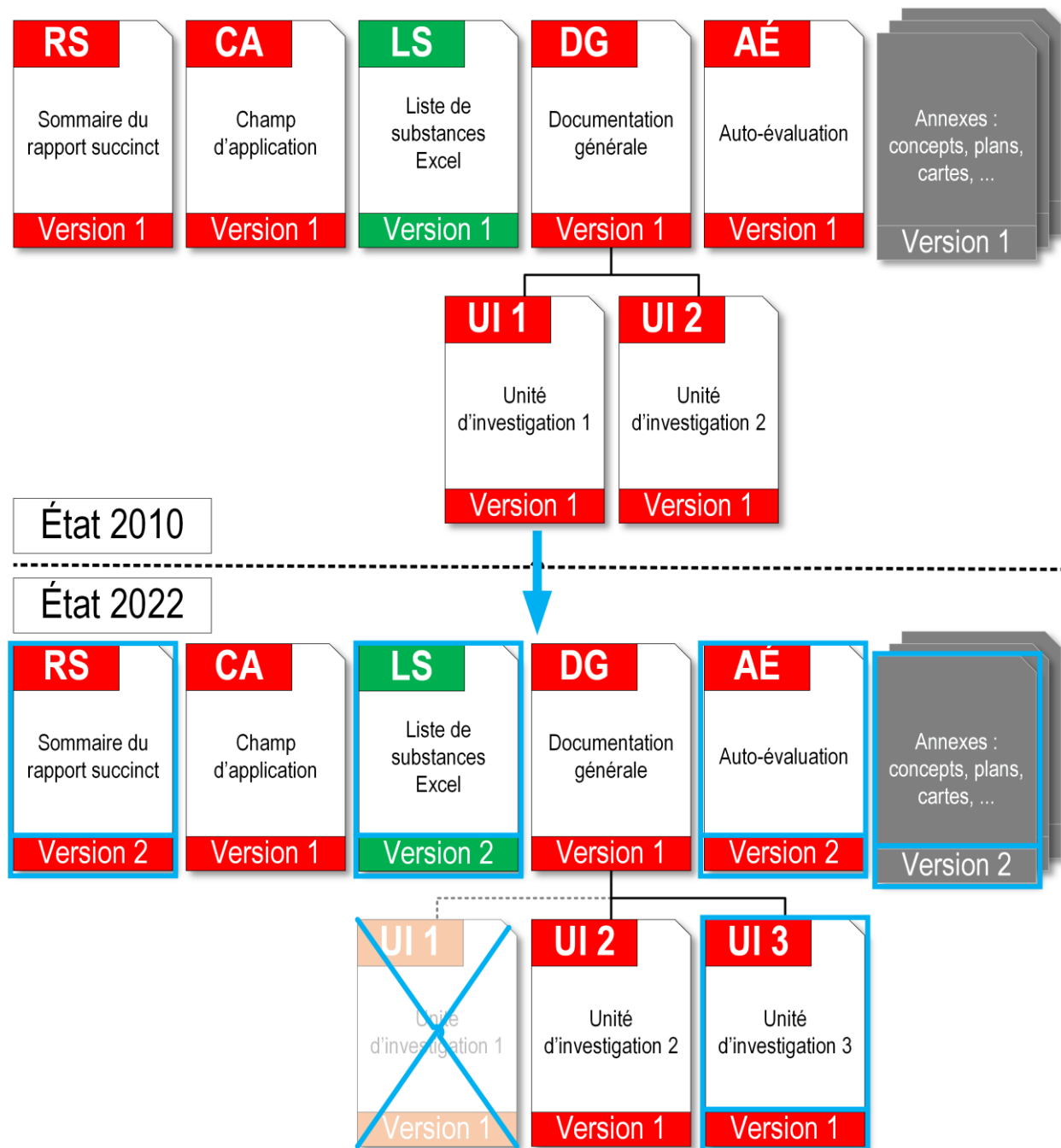
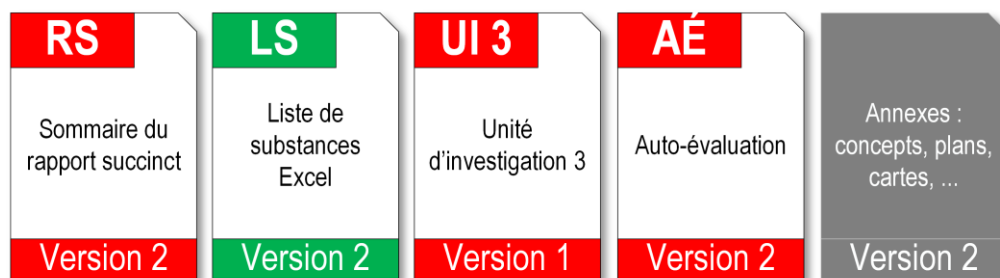


Figure 3 : Éléments du rapport succinct avant (état en 2010 : en haut) et après (état en 2022 : en bas) un changement important dans l'entreprise → Les formulaires qui ont été adaptés sont encadrés en bleu ; l'UI 1 est obsolète.

Il est recommandé d'exposer dans une lettre d'accompagnement les changements qui ont conduit à ce que le rapport succinct ait dû être mis à jour.

Dans le cas décrit, il ne faut remettre au Laboratoire cantonal que les formulaires qui ont été adaptés²⁷ :



6.2.2.2 Les changements affectent l'ensemble de l'entreprise

Si les changements sont si importants qu'ils affectent l'ensemble de l'entreprise ou si le rapport succinct est basé sur des données dépassées, il faut remettre au LC un nouveau rapport succinct complet.

Il faut remettre au Laboratoire cantonal le rapport succinct de manière analogue au chapitre 6.1.2.

6.3 Circonstance n° 3 : Nouvelles constructions / transformations

Dans une procédure en approbation ou en autorisation (demande de permis de construire), il y a en plus deux autres facteurs en prendre en compte en ce qui concerne l'OPAM par rapport aux situations décrites aux chapitres 6.1 et 6.2 :

- Les documents ne sont pas à remettre au LC mais à l'autorité compétente par voie électronique via eBau²⁸.
- Dans eBau, une question de tri concernant le champ d'application de l'OPAM est posée lors du remplissage des informations pour la demande de permis de construire. Si l'OPAM s'applique à l'entreprise, le formulaire spécial « Prévention des accidents majeurs »²⁹ s'affiche automatiquement.
 - Il faut alors répondre aux questions qui y sont posées de manière itérative. Dès que le formulaire spécial est entièrement rempli, un message apparaît automatiquement, indiquant les activités que le détenteur de l'entreprise doit entreprendre pour la demande de permis de construire.
 - Les réponses indiquent à l'autorité compétente si elle doit solliciter un rapport spécialisé du LC.

Plusieurs configurations possibles sont mémorisées dans eBau. Celles-ci sont présentées dans la Figure 4 et expliquées ci-après.

²⁷ En cas de questions, il est possible de prendre contact avec le Laboratoire cantonal, Sécurité de l'environnement.

²⁸ www.be.ch/eBau → Français

²⁹ La question de tri concernant le champ d'application de l'OPAM ainsi que le formulaire spécial « Prévention des accidents majeurs » n'étaient pas encore actifs sur eBau lors de la publication du présent guide. Dans l'intervalle, le [formulaire PDF](#) « OPAM – Prévention des accidents majeurs » doit être rempli et téléchargé sur eBau pour les projets de construction d'entreprises auxquelles l'OPAM s'applique : www.bauen.dij.be.ch/fr/start.html → Formulaire de demande de permis de construire → Formulaire pour les maîtres d'ouvrage.

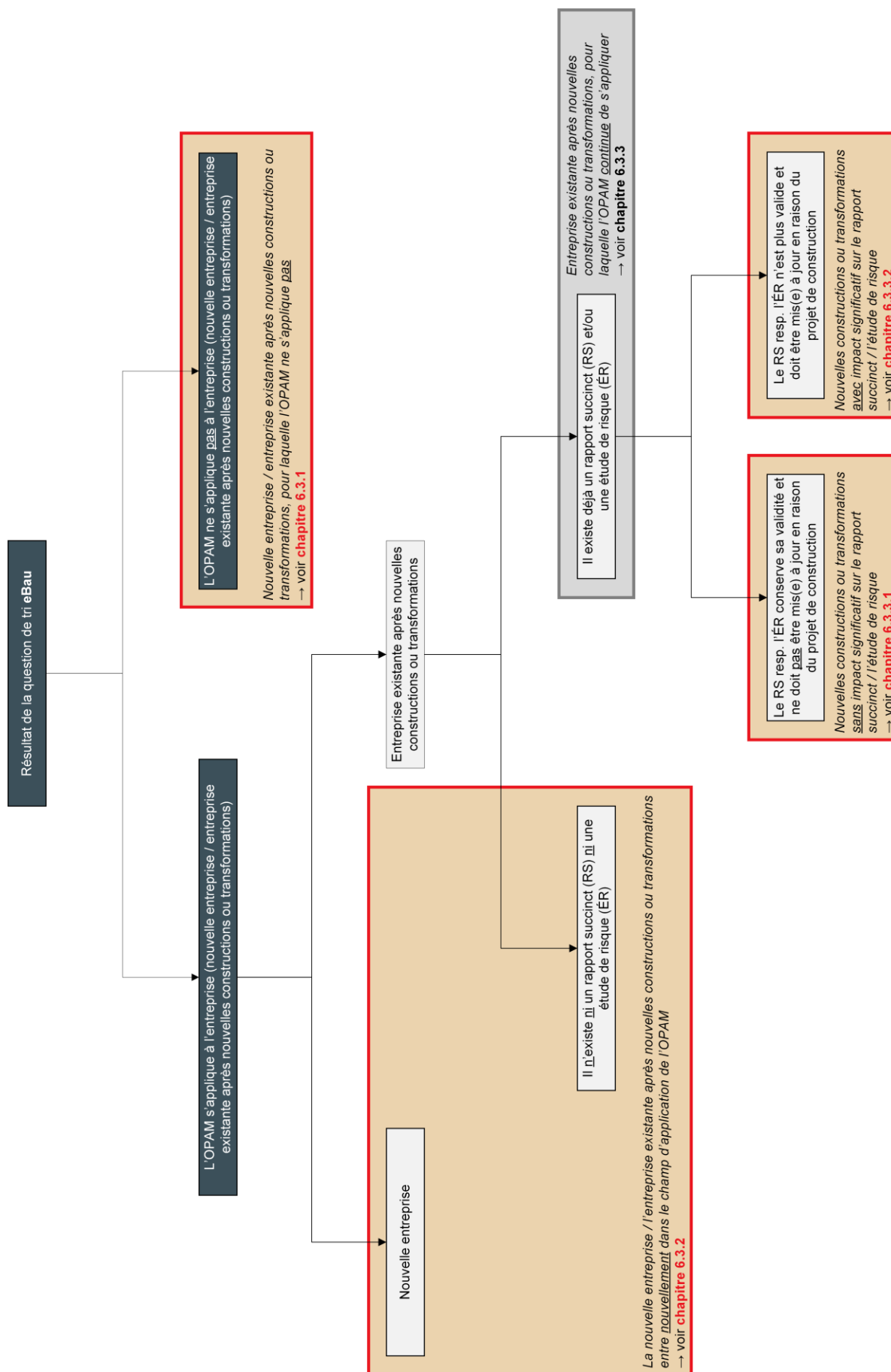


Figure 4: Configurations possibles mémorisées dans eBau. Selon la configuration, le détenteur de l'entreprise doit effectuer différentes activités pour la demande de permis de construire.

6.3.1 Nouvelle entreprise / entreprise existante après nouvelles constructions ou transformations, pour laquelle l'OPAM ne s'applique pas

Si l'évaluation interne à l'entreprise montre que l'OPAM ne s'applique pas à l'entreprise (nouvelle entreprise / entreprise existante après nouvelles constructions ou transformations)²³ (eBau : réponse négative à la question de tri concernant le champ d'application de l'OPAM), il ne résulte pour le détenteur fondamentalement aucune obligation découlant de l'OPAM. Dans ce cas, le formulaire spécial « Prévention des accidents majeurs » ne s'affiche pas.

6.3.2 La nouvelle entreprise / l'entreprise existante après nouvelles constructions ou transformations entre nouvellement dans le champ d'application de l'OPAM

Si la nouvelle entreprise ou si l'entreprise existante après nouvelles constructions ou transformations entre nouvellement dans le champ d'application de l'OPAM, il faut envoyer via eBau à l'autorité compétente un rapport succinct complet – de manière analogue au chapitre 6.1.2.

Il faut remettre via eBau à l'autorité compétente un **rapport succinct complet** de manière analogue au chapitre 6.1.2.

6.3.3 Entreprise existante après nouvelles constructions ou transformations, pour laquelle l'OPAM continue de s'appliquer

Le détenteur doit tout d'abord évaluer sous sa propre responsabilité si les nouvelles constructions ou les transformations ont un impact significatif sur les informations données dans le rapport succinct en vigueur³⁰ (mesures de sécurité, scénarios d'accident majeur, estimation de l'ampleur des dommages)²⁷.

6.3.3.1 Nouvelles constructions ou transformations sans impact significatif sur le rapport succinct

De nouvelles constructions ou installations non-significatives en ce qui concerne les accidents majeurs (p. ex. bureaux, ateliers, laboratoires etc.) sans quantités importantes de substances, préparations ou déchets spéciaux, resp. des transformations / des changements apportés à ces constructions ou installations n'ont en général pas d'impact significatif sur le risque et ne rendent pas nécessaire une mise à jour du rapport succinct.

De même, de petites transformations/modifications apportées aux unités d'investigation significatives en ce qui concerne les accidents majeurs n'entraînent généralement pas de nécessité d'adaptation du rapport succinct.

Si le détenteur de l'entreprise renonce à mettre à jour le rapport succinct, il doit exposer de manière précise et appréhensible dans le champ prévu à cet effet du formulaire spécial « Prévention des accidents majeurs » ou dans une lettre d'accompagnement (à l'attention de l'autorité compétente) la raison du renoncement à la mise à jour (responsabilité personnelle du détenteur).

³⁰ Toutes les considérations menées au chapitre 6.3.3 en ce qui concerne le rapport succinct sont aussi valables pour l'étude de risque.

6.3.3.2 Nouvelles constructions ou transformations avec impact significatif sur le rapport succinct

Si les nouvelles constructions ou les transformations rendent nécessaires une mise à jour du rapport succinct, il faut remettre via eBau à l'autorité compétente :

- soit :
des formulaires individuels de manière analogue au chapitre 6.2.2.1, si les nouvelles constructions ou les transformations n'affectent pas l'ensemble de l'entreprise. Il faut justifier de manière précise et appréhensible dans une lettre accompagnant le rapport succinct (eBau), pourquoi seule une partie du rapport succinct en vigueur est mise à jour.
- soit :
un rapport succinct complet de manière analogue au chapitre 6.1.2, si les nouvelles constructions ou les transformations sont si conséquentes qu'elles rendent nécessaires une mise à jour fondamentale du rapport succinct en vigueur.

Il faut remettre à l'autorité compétente :

- des **formulaires individuels** de manière analogue au chapitre 6.2.2.1
ou
- un **rapport succinct complet** de manière analogue au chapitre 6.1.2.

7. Informations complémentaires

7.1 Adresse du Laboratoire cantonal

Laboratoire cantonal
Sécurité de l'environnement
Prévention des accidents majeurs
Muesmattstrasse 19
3012 Berne
www.be.ch/sde → Prévention des accidents majeurs
Tél. +41 31 633 11 11
stoerfallvorsorge.kl@be.ch

7.2 Formulaires du Laboratoire cantonal – Thème Prévention des accidents majeurs

www.be.ch/sde → Prévention des accidents majeurs → Rapport succinct → Liste de formulaires

7.3 Publications de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) sur le thème de la prévention des accidents majeurs

Aides à l'exécution : www.ofev.admin.ch/ → Thèmes → Accidents majeurs → Aides à l'exécution

Autres publications et études :

- www.ofev.admin.ch/ → Thèmes → Accidents majeurs → Publications et études (→ Études)
- www.ofev.admin.ch/ → Thèmes → Accidents majeurs → Informations pour les spécialistes → Publications des autorités d'exécution et des branches industrielles

7.4 Bases légales

Loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (Loi sur la protection de l'environnement, LPE ; RS 814.01)

Loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux ; RS 814.20)

Ordonnance du 27 février 1991 sur la protection contre les accidents majeurs (Ordonnance sur les accidents majeurs, OPAM ; RS 814.012)

Ordonnance d'introduction du 22 septembre 1993 de l'ordonnance fédérale sur les accidents majeurs (OiOPAM ; RSB 820.131)

Annexes

Annexe 1 : Explications sur la manière de remplir les formulaires de rapport succinct

Des instructions sur la manière de remplir les formulaires quant à certains groupes de thèmes sont données ci-dessous. Seules sont décrites les thématiques où pourraient apparaître des malentendus lors du remplissage ou sur lesquelles une attention particulière doit être accordée. Pour la compréhension des différents concepts ou notions, se référer au contenu des modules du Manuel de l'OPAM⁵ de l'OFEV [1 – 6]. On trouve un glossaire dans le Manuel de l'OPAM – *Partie générale* [1].

Si, pour saisir des informations dans les formulaires, plus de place est nécessaire que le masque de saisie ne le prévoit – p. ex. pour des scénarios d'accident majeur supplémentaires, pour des esquisses ou pour des résultats de calculs de libération, de propagation ou d'impact – on peut créer un document annexe sans format particulier. Il faut y indiquer le chapitre correspondant selon le formulaire.

Important pour les demandes (de permis de construire) : Si certain(e)s aspects/questions ne s'appliquent pas au moment de la demande ou si ceux-ci ne peuvent pas encore être exposés avec le degré de détail nécessaire, il faut le consigner expressément dans le rapport succinct et le cas échéant en expliquer les raisons. Dans un tel cas, il faut décrire de manière transparente et appréhensible, comment et jusqu'à quand le détenteur entend remplir sous sa propre responsabilité ses obligations découlant de l'OPAM.

A1-1 Formulaire « CA » (Champ d'application)

Données	
Adresse de l'entreprise ³¹	Indiquer l'adresse du site de l'entreprise. Pas d'adresse externe du groupe ou du bureau.
Personne de contact	On entend ici la personne qui peut donner des renseignements sur les informations fournies dans les documents.

A1-2 Liste de substances Excel « LS » (Liste des substances, préparations et déchets spéciaux)

La liste de substances Excel « LS » et les instructions s'y rapportant se trouvent sur le site du LC : www.be.ch/sde → Prévention des accidents majeurs → Rapport succinct → Liste de formulaires.

A1-3 Formulaire « RS » (Sommaire du rapport succinct)

Il faut cocher toutes les cases correspondant aux documents présents dans le rapport succinct.

Sommaire	
Adresse de l'entreprise ³¹	Indiquer l'adresse du site de l'entreprise. Pas d'adresse externe du groupe ou du bureau.
Formulaire(s) « UI »	Indiquez le nombre de formulaires « UI ». Si plus de 5 formulaires « UI » sont remplis, lister les formulaires supplémentaires sous le titre « Autres annexes ».

³¹ Les entreprises possédant plusieurs sites (= aires d'entreprise séparées les unes des autres) doivent en principe remplir un rapport succinct séparé pour chacun des sites entrant dans le champ d'application de l'OPAM.

Sommaire	
<i>Organigramme de l'organisation de la sécurité</i>	Les rôles et responsabilités importants doivent être exposés.
<i>Plan d'ensemble des environs</i>	L'aire de l'entreprise ainsi que tous les objets cochés au chapitre 1.5 du formulaire « GD » (y. c. le nombre d'occupants) dans un rayon de 500 m autour de l'entreprise sont à noter sur le plan d'ensemble des environs. On trouve un plan de base sur le Géoportail du canton de Berne : www.be.ch/geoportail → Offre de cartes → Plan de base (idéalement sous forme d'orthoimage).
<i>Carte(s) des dangers naturels</i>	Indiquer le nombre de cartes des dangers naturels. L'aire de l'entreprise doit pouvoir être localisée facilement sur les extraits de cartes. Insérer une légende. Voir Géoportail du canton de Berne : www.be.ch/geoportail → Offre de cartes → Cartes des dangers naturels 1:5'000.
<i>Carte de la protection des eaux</i>	L'aire de l'entreprise doit pouvoir être localisée facilement sur les extraits de cartes. Indiquer les débits des captages à des fins d'approvisionnement public en eau potable dans les zones de protection des eaux souterraines S selon la carte de la protection des eaux. Insérer une légende. Voir Géoportail du canton de Berne : www.be.ch/geoportail → Offre de cartes → Carte de la protection des eaux.
<i>Carte de l'aléa ruissellement</i>	L'aire de l'entreprise doit pouvoir être localisée facilement sur les extraits de cartes. Insérer une légende. Voir Géoportail fédéral : www.map.geo.admin.ch → Géocatalogue → Nature et environnement → Dangers naturels → Carte de l'aléa ruissellement.
<i>Carte des périmètres de consultation OPAM du canton de Berne</i>	L'aire de l'entreprise doit pouvoir être localisée facilement sur les extraits de cartes. Insérer une légende. Voir Géoportail du canton de Berne : www.be.ch/geoportail → Offre de cartes → Carte des périmètres de consultation OPAM.
<i>Plan(s) de situation de l'aire de l'entreprise</i>	Le périmètre de l'aire de l'entreprise doit être visible. Toutes les constructions et installations déterminantes doivent être représentées. En outre, leurs fonctions ainsi que leur signification dans l'optique du danger potentiel et des scénarios d'accident majeur doivent clairement ressortir. En font également partie des précisions sur les jonctions significatives (livraison / transport en partance, passage entre bâtiments, conduites, etc.). Les désignations des constructions et des installations doivent être représentées sur les plans de manière bien lisible et être accordées avec les données dans le rapport succinct et dans la liste de substances Excel.
<i>Plans des bâtiments / des étages des bâtiments avec substances, préparations et déchets spéciaux dangereux</i>	Tous les lieux de stockage de substances, préparations et déchets spéciaux mentionnés dans la liste de substances Excel, doivent pouvoir être localisés de manière univoque sur les plans (prêter attention à la même désignation dans le rapport succinct, la liste de substances Excel et les autres plans).
<i>Plan de canalisation / plan d'évacuation des eaux de l'aire de l'entreprise</i>	Tous les écoulements de sol, puits et dispositifs de fermeture, les dispositifs de rétention actifs et passifs et leurs volumes doivent être visibles. Insérer une légende. Pour un exemple de plan de canalisation / plan d'évacuation des eaux, voir <i>Notice Évacuation des eaux de biens-fonds industriels ou artisanaux</i> sous www.be.ch/oed → Thèmes → Eau → Évacuation des eaux usées → Eaux usées industrielles et artisanales → Industrie et artisanat, directives générales → Notice Prescriptions en matière de protection des eaux et de gestion de déchets pour l'évacuation des eaux usées.

Sommaire	
	L'OED peut être contacté en cas de questions sur le plan de canalisation / plan d'évacuation des eaux : www.be.ch/oed → Trouver un ou une spécialiste.
<i>Concept de rétention des eaux d'extinction</i>	<p>Si l'entreprise est astreinte, conformément à la décision de l'OED, à prendre des mesures pour garantir la rétention des eaux d'extinction (obligation de rétention des eaux d'extinction), joindre le concept de rétention des eaux actuel.</p> <p><u>Rétention des eaux d'extinction</u> : Informations (Guide pratique et annexe du canton de Berne) sous www.be.ch/oed → Thèmes → Eau → Évacuation des eaux usées → Eaux usées industrielles et artisanales → Entreposage des matières dangereuses / Rétention des eaux d'extinction.</p> <p>L'OED peut être contacté en cas de questions sur la rétention des eaux d'extinctions : www.be.ch/oed → Trouver un ou une spécialiste.</p>
<i>Concept de protection incendie / plans de protection incendie</i>	<p>Si l'entreprise est astreinte à disposer d'un concept de protection incendie / de plans de protection incendie, joindre le concept protection incendie / les plans de protection incendie actuel(s).</p> <p><u>Concept de protection incendie / plans de protection incendie</u> : Informations sous www.bsvonline.ch/fr → Prescriptions → Guides de protection incendie → Plans de protection incendie Plans des voies d'évacuation et de sauvetage Plans pour les sapeurs-pompiers.</p> <p>L'AIB peut être contactée en cas de questions sur le concept de protection incendie / les plans de protection incendie : www.gvb.ch/fr.</p>
<i>Plans pour les sapeurs-pompiers (plans d'intervention des sapeurs-pompiers)</i>	<p>Joindre les plans pour les sapeurs-pompiers (plans d'intervention des sapeurs-pompiers) actuels.</p> <p><u>Plans pour les sapeurs-pompiers (plans d'intervention des sapeurs-pompiers)</u> : Informations (Guide des plans d'intervention pour les services de secours) sous www.gvb.ch/fr → Prévention & sapeurs-pompiers → Sapeurs-pompiers → Informations spécialisées pour les sapeurs-pompiers → D'avantage d'informations → Informations techniques → Plans d'intervention pour les services de secours.</p> <p>L'AIB peut être contactée en cas de questions sur les plans pour les sapeurs-pompiers (plans d'intervention des sapeurs-pompiers) : www.gvb.ch/fr.</p>
<i>Évaluation des risques par la compagnie d'assurance</i>	S'il existe une évaluation des risques par la compagnie d'assurance servant de base pour la police, joindre une copie.

A1-4 Formulaire « DG » (Documentation générale)

La plupart des thèmes dans les chapitres *Gestion de la sécurité* et *Mesures de sécurité* du formulaire « DG » ainsi que dans le chapitre *Mesures de sécurité* du formulaire « UI » sont traités au moyen de questions fermées (réponse = *oui* ou *non*, le cas échéant *n. a.* [non applicable]).

D'une manière générale :

- Si l'on répond *oui* à une question, il faut insérer dans le champ prévu à cet effet une explication précise et appréhensible.
- Si l'on répond *non* à une question, il faut le justifier de manière précise et appréhensible dans le champ prévu à cet effet.
- Si une question ne s'applique pas ou si l'on ne peut pas encore y répondre (avec le degré de détail nécessaire, p. ex. au moment d'une demande de permis (de construire)), il convient de le préciser (réponse = *n. a.* [non applicable]). Dans ces cas, il faut :
 - motiver les raisons pour lesquelles la question ne s'applique pas *ou*
 - décrire de manière précise et appréhensible, comment et jusqu'à quand le détenteur de l'entreprise s'engage à remplir sous sa propre responsabilité ses obligations dans le champ prévu.

1. Entreprise	
<i>Adresse de l'entreprise</i> ³¹	Indiquer l'adresse du site de l'entreprise. Pas d'adresse externe du groupe ou du bureau.
<i>Genre de l'activité / code NOGA</i>	« Genre » de l'activité (5 ^e niveau) / code à 6 chiffres selon la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) de l'Office fédéral de la statistique (OFS) : Voir www.bfs.admin.ch → FR → Bases statistiques et enquêtes → Nomenclatures → Nomenclature générale des activités économiques → FAQ → Comment connaître le code NOGA de mon entreprise ?
<i>N° REE</i>	Numéro à 8 chiffres de l'unité locale selon le Registre des entreprises et des établissements de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Voir www.bfs.admin.ch → FR → Registres → Registres des entreprises → Registre des entreprises et des établissements → Comment trouver son propre numéro REE ?
<i>Coordonnées nationales</i>	Selon le système de coordonnées de la mensuration nationale suisse MN95. <i>Exemple</i> : Est: 2'599'128 Nord: 1'200'110
<i>N° de parcelle(s)</i>	On trouve un plan de base sur le Géoportail du canton de Berne, dans laquelle il est possible de trouver le(s) numéro(s) de parcelle(s) : www.be.ch/geoportail → Offre de cartes → Plan de base.
<i>Tiers</i>	Il faut indiquer (estimation) le nombre maximal possible de personnes externes à l'entreprise simultanément présentes sur l'aire de l'entreprise (p. ex. livreurs, clients, sociétés externes locataires, visiteurs). Voir module <i>Critères d'appréciation relatifs à l'OPAM</i> du Manuel de l'OPAM [6].
<i>Contrats d'assurance de choses et d'assurance responsabilité civile</i>	N'indiquer que les données mentionnées. Ne pas envoyer de police.
<i>Zone d'affectation</i>	Selon le plan d'affectation officiel de la commune. <i>Exemples</i> : zone d'habitation, zone mixte, zone industrielle.

1. Entreprise	
<i>Zones de danger</i>	<p>Selon l'art. 3 al. 2 OPAM on doit entre autres tenir compte des causes possibles d'accidents majeurs propres au voisinage de l'entreprise. Les événements naturels en font aussi partie.</p> <p>On trouve des informations générales sur la menace posée par les dangers naturels sur le Géoportail du canton de Berne : www.be.ch/geoportail → Offre de cartes → Cartes des dangers naturels 1:5'000.</p>
<i>Menace de ruissellement</i>	<p>La carte de l'aléa ruissellement montre les zones potentiellement concernées lors de fortes précipitations. Des inondations de secteurs d'une entreprise en raison du ruissellement peuvent être éventuellement des éléments déclencheurs d'accidents majeurs.</p> <p>Informations sur l'aléa ruissellement : www.ofev.admin.ch → Thèmes → Dangers naturels → Cartes de dangers → Carte de l'aléa ruissellement.</p>
<i>Objets dans les environs de l'entreprise</i>	<p>Les données sur les environs sont déterminantes pour l'estimation de l'ampleur des dommages. Tous les objets dans un rayon de 500 m autour de l'entreprise sont à cocher dans la liste. Marquer l'emplacement (y. c. le nombre d'occupants) sur le plan d'ensemble des environs.</p> <p><u>Objets avec un grand nombre d'occupants :</u></p> <p>→ Dans le champ prévu pour les explications : désigner les objets et indiquer approximativement le nombre maximal possible de personnes présentes simultanément. Marquer l'emplacement (y. c. le nombre d'occupants) sur le plan d'ensemble des environs.</p> <p><i>Exemples :</i> piscine, patinoire, installation sportive, stade, exposition, hôtel, etc.</p> <p><u>Entreprises voisines avec plus de 50 collaborateurs :</u></p> <p>→ Dans le champ prévu pour les explications : indiquer le nom, l'adresse, le champ d'activité des entreprises et le nombre approximatif de collaborateurs. Marquer l'emplacement (y. c. le nombre d'occupants) sur le plan d'ensemble des environs.</p>

2. Fondamentaux dans les domaines de la protection des eaux et incendie	
<i>Station d'épuration des eaux usées</i>	Le temps d'écoulement peut être demandé à la STEP.
<i>Autorisation(s) en matière de protection des eaux</i>	<p>Les affectations industrielles ou artisanales ainsi que les activités similaires qui impliquent la manipulation de substances, de préparations ou de déchets spéciaux de nature à polluer les eaux et/ou la production d'eaux usées industrielles/artisanales nécessitent une autorisation en matière de protection des eaux / un rapport officiel « eaux et déchets » de l'OED. Les changements d'affectation sont également soumis à autorisation. Les autorisations en matière de protection des eaux / rapports officiels eaux et déchets sont délivré(e)s :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cadre des procédures d'octroi du permis de construire, sur proposition de l'OED (rapport officiel), en même temps que d'autres autorisations, sous la forme d'une autorisation globale délivrée par l'autorité chargée de l'octroi du permis de construire ou – directement sous la forme d'une autorisation de déversement par l'OED.

2. Fondamentaux dans les domaines de la protection des eaux et incendie

	<p>Les éventuelles autorisations qui relèvent de la compétence des communes ne sont pas concernées³².</p> <p>→ <u>Ne pas</u> joindre de copie d'autorisation(s) en matière de protection des eaux / de rapports eaux et déchets.</p> <p>L'OED peut être contacté en cas de questions sur les autorisations en matière de protection des eaux : www.be.ch/oed → Trouver un ou une spécialiste.</p>
<i>Rétention des eaux d'extinction</i>	<p>Les entreprises qui, conformément à la décision de l'OED, sont astreintes à prendre des mesures pour garantir la rétention des eaux d'extinction (obligation de rétention des eaux d'extinction), doivent établir un concept de rétention des eaux d'extinction et le soumettre à l'OED pour approbation. En règle générale, le concept de rétention des eaux d'extinction est à faire approuver par l'OED avant la remise du rapport succinct au LC.</p> <p><u>Rétention des eaux d'extinction</u> : Informations (Guide pratique et annexe du canton de Berne) sous www.be.ch/oed → Thèmes → Eau → Évacuation des eaux usées → Eaux usées industrielles et artisanales → Entreposage des matières dangereuses / Rétention des eaux d'extinction.</p> <p>L'OED peut être contacté en cas de questions sur la rétention des eaux d'extinctions : www.be.ch/oed → Trouver un ou une spécialiste.</p>
<i>Concept de protection incendie / plans de protection incendie</i>	<p>Il faut clarifier si l'entreprise est astreinte à disposer d'un concept de protection incendie / de plans de protection incendie.</p> <p><u>Concept de protection incendie / plans de protection incendie</u> : Informations sous www.bsvonline.ch/fr → Prescriptions → Guides de protection incendie → Plans de protection incendie Plans des voies d'évacuation et de sauvetage Plans pour les sapeurs-pompiers.</p> <p>L'AIB peut être contactée en cas de questions sur le concept de protection incendie / les plans de protection incendie : www.gvb.ch/fr.</p>
<i>Plans pour les sapeurs-pompiers (plans d'intervention des sapeurs-pompiers)</i>	<p>Selon les exigences des prescriptions de protection incendie de l'AEAI resp. de l'AIB, le détenteur d'une entreprise à laquelle l'OPAM s'applique²², doit (faire) établir des plans pour les sapeurs-pompiers (plans d'intervention des sapeurs-pompiers).</p> <p><u>Plans pour les sapeurs-pompiers (plans d'intervention des sapeurs-pompiers)</u> : Informations (Guide des plans d'intervention pour les services de secours) sous www.gvb.ch/fr → Prévention & sapeurs-pompiers → Sapeurs-pompiers → Informations spécialisées pour les sapeurs-pompiers → D'avantage d'informations → Informations techniques → Plans d'intervention pour les services de secours.</p> <p>L'AIB peut être contactée en cas de questions sur les plans pour les sapeurs-pompiers (plans d'intervention des sapeurs-pompiers) : www.gvb.ch/fr.</p>

3. Gestion de la sécurité (démarche d'après l'ann. 2.1 OPAM)

<i>Politique de sécurité</i>	<p>Chaque entreprise devrait promouvoir une culture de la sécurité qui se reflète dans une politique de sécurité fixée par écrit par la haute direction. Celle-ci constitue la base pour un système de gestion axé sur les processus garantissant la sécurité dans tous les secteurs.</p>
------------------------------	---

³² Voir notice d'information *Compétences concernant l'exécution des dispositions en matière de protection des eaux pour les entreprises industrielles et artisanales* : www.be.ch/oed → Thèmes → Eau → Évacuation des eaux usées → Eaux usées industrielles et artisanales → Industrie et artisanat, directives générales.

3. Gestion de la sécurité (démarche d'après l'ann. 2.1 OPAM)	
	<p>→ Dans le champ prévu pour les explications : énoncer la politique de sécurité. Indiquer en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> – si la politique de sécurité est fixée par écrit ; – si la politique de sécurité contient des objectifs documentés en matière de sécurité, y compris en ce qui concerne la prévention des accidents majeurs et lesquels ; – si la politique de sécurité est communiqué au sein de l'entreprise ; – si la politique de sécurité est rendue accessible au public.
<i>Système de gestion de la sécurité</i>	<p>L'OPAM exige du détenteur qu'il se confronte de manière approfondie aux thèmes de la sécurité, des dangers et des risques. Un système de gestion de la sécurité (SGS) est un ensemble d'outils de conduite et de contrôle ancré dans une société dans le cadre de l'assurance qualité et qui permet de repérer les risques et les changements qui peuvent altérer le niveau de sécurité. Des spécialistes bien formés veillent à ce que les informations et les données soient collectées de manière systématique, que les dangers potentiels ainsi que les risques soient identifiés et évalués. La mise en œuvre de mesures appropriées garantit des procédures d'exploitation sûres et montre comment réagir en cas de dérangement.</p> <p>→ Dans le champ prévu pour les explications : décrire les éléments les plus importants du SGS.</p>
<i>Choix de l'emplacement (seulement pour les <u>nouvelles</u> entreprises)</i>	<p>Le choix d'un emplacement approprié pour une (nouvelle) entreprise fait partie des obligations du détenteur selon l'OPAM. En règle générale un emplacement peut être considéré comme approprié si :</p> <ul style="list-style-type: none"> – plusieurs critères ont été pris en compte à cet égard : <ul style="list-style-type: none"> – critères environnementaux (p. ex. géologie, sismicité, hydrologie, etc.) ; – le nombre de personnes dans les environs ; – la proximité d'objets sensibles ; – etc. – le respect des distances de sécurité fixées dans différentes dispositions légales ou autres prescriptions est garanti. <p>→ Indiquer dans le champ prévu pour les explications les critères qui ont été pris en compte lors du choix de l'emplacement pour la (nouvelle) entreprise.</p>
<i>Distances de sécurité par rapport à la population et à l'environnement</i>	<p>Le respect des distances de sécurité par rapport aux environs correspond au principe de précaution ancré dans l'OPAM.</p> <p>Il faut vérifier les données sur les distances de sécurité requises par rapport aux environs et les adapter en fonction des prescriptions applicables (p. ex. prescriptions de protection incendie de l'AEAI, prescriptions de la CFST et de la SUVA, directives TRCI, directives CARBURA) et des dispositions légales (p. ex. distances minimales entre les entrepôts ou magasins selon l'annexe 7 de l'Ordonnance sur les explosifs (OExpl)³³ applicables.</p> <p>→ Champ prévu pour les explications :</p> <ul style="list-style-type: none"> – indiquer les distances en vigueur en citant les passages pertinents des prescriptions ou les articles de lois ou d'ordonnances qui s'appliquent ; – indiquer les distances réelles par rapport aux environs ;

³³ Ordonnance du 27 novembre 2000 sur les substances explosibles (Ordonnance sur les explosifs, OExpl ; RS 941.411)

3. Gestion de la sécurité (démarche d'après l'ann. 2.1 OPAM)	
	<ul style="list-style-type: none"> – indiquer si les distances réelles par rapport aux environs sont suffisamment grandes pour que des conséquences <u>immédiates</u> sur la population ou l'environnement en cas d'accident majeur puissent être évitées ; – le cas échéant indiquer les mesures de sécurité spécifiquement mises en place pour être efficaces en cas de distances trop petites (p. ex. mur de protection, remblai de protection, droit de préemption sur les parcelles voisines, etc.).
<i>Organisation</i>	<p>L'organisation (de la sécurité) désigne la répartition des tâches au sein de l'entreprise en matière de mesures de sécurité ainsi que des compétences et des responsabilités qui y sont liées. Ces aspects sont à consigner par écrit dans un organigramme.</p> <p>→ Joindre l'organigramme de l'organisation de la sécurité.</p>
<i>Formation du personnel</i>	<p>Le détenteur doit veiller à la formation du personnel, de telle sorte que les collaborateurs puissent garantir la sécurité des opérations et réagir correctement en cas d'événement.</p> <p>→ Dans le champ prévu pour les explications, décrire :</p> <ul style="list-style-type: none"> – comment la formation du personnel est réglée (p. ex. information écrite, formations régulières, dossier de sécurité ou autres) ; – s'il existe une planification de la formation initiale et continue du personnel en matière de sécurité et laquelle ; – si l'efficacité des formations, des entraînements et des autres formations continues est évaluée et comment.
<i>Information des tiers</i>	<p>Les personnes externes qui sont concernées par l'entreprise, doivent recevoir les informations nécessaires en matière de sécurité. Ces informations sont destinées p. ex. à des mandataires qui effectuent des travaux sur une installation (p. ex. directives pour les travaux de soudure).</p> <p>D'autres destinataires sont les auditeurs, les inspecteurs et les visiteurs se trouvant sur l'aire de l'entreprise (p. ex. équipement de protection, comportement en cas de signaux d'alarme ou d'évacuation).</p> <p>→ Dans le champ prévu pour les explications : décrire les thèmes les plus importants de ces réglementations.</p>
<i>Scénarios d'accident majeur</i>	<p>Pour que le détenteur puisse disposer d'une vue d'ensemble des dangers présents dans son entreprise et des risques liés à ses activités, il doit se confronter de manière systématique avec de possibles scénarios d'accident majeur.</p> <p>→ Décrire dans le champ prévu pour les explications :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Quelle est l'unité fonctionnelle responsable pour l'identification et la confrontation avec les dangers et les risques présents dans l'entreprise ? – Quelles sont les bases méthodologiques utilisées ? – Comment les informations nécessaires pour le rapport succinct sont-elles collectées de manière systématique ? – L'identification des dangers et l'évaluation des risques font-elles l'objet d'une mise à jour périodique ou continue et comment celles-ci sont-elles consignées dans le SGS ?
<i>Planification et mise en œuvre des mesures</i>	<p>Le détenteur doit définir comment évaluer et spécifier des mesures de sécurité.</p> <p>→ Décrire dans le champ prévu pour les explications :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Comment la nécessité de prendre des mesures de sécurité est-elle identifiée ? – Qui décide de la mise en œuvre des mesures de sécurité ?

3. Gestion de la sécurité (démarche d'après l'ann. 2.1 OPAM)	
	<ul style="list-style-type: none"> – Comment l'efficacité et l'efficience des mesures sont-elles prises en compte ? – Les aspects temporels sont-ils pris en compte lors de la planification et lors de la mise en œuvre des mesures ?
<i>Surveillance, entretien et vérification</i>	<p>Le détenteur doit prévoir la surveillance, l'entretien et la vérification des parties importantes des installations.</p> <p>Les parties des installations importantes pour la sécurité doivent être surveillées pour garantir des processus d'exploitation optimaux. Lors de processus complexes, cela est garanti par des systèmes techniques adaptés. Des installations simples peuvent cependant aussi être surveillées par le personnel.</p> <p>L'entretien régulier des installations prévient les erreurs et les défaillances techniques alors que la vérification périodique garantit un état sûr des systèmes techniques.</p> <p>→ Décrire dans le champ prévu pour les explications :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Comme une surveillance permanente des installations et des processus d'exploitation est-elle garantie ? – L'entretien des parties importantes des installations est-il effectué régulièrement : <ul style="list-style-type: none"> – par le propre personnel de l'entreprise ? – par des spécialistes / par les fabricants (contrat de mandat / de maintenance) ? – La vérification des parties importantes des installations est-elle effectuée : <ul style="list-style-type: none"> – par le propre personnel de l'entreprise ? – par des spécialistes / par les fabricants ?
<i>Plan d'intervention</i> ³⁴	<p>Le détenteur doit définir à l'interne de l'entreprise et mettre à jour régulièrement les modalités pour l'établissement du plan d'intervention (c.-à-d. le « plan [dans le sens de planification] d'urgence en cas d'événement majeur » interne à l'entreprise, dans lequel des substances, des préparations ou des déchets spéciaux sont impliqués).</p> <p>→ Décrire dans le champ prévu pour les explications :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Qui est responsable dans l'entreprise pour l'organisation des modalités concernant l'établissement du plan d'intervention interne à l'entreprise ? – Existe-t-il une cellule de crise ? – La communication (interne à l'entreprise / avec des services externes) en cas de crise / d'accident majeur est-elle réglée et comment ?
<i>Vérification systématique</i>	<p>Le détenteur doit vérifier de manière systématique et à intervalles réguliers son organisation, toutes les dispositions et réglementations. Les leçons tirées de dérangements importants sont à prendre en compte.</p> <p>→ Décrire dans le champ prévu pour les explications comment (p. ex. dans le cadre d'audits qualité, de certifications) et à quels intervalles ces vérifications ont lieu.</p>

³⁴ L'allemand prévoit deux termes univoques (*Einsatzplanung* et *Einsatzpläne*) pour désigner deux choses différentes. Ce n'est pas le cas du français, où les deux termes allemands peuvent être traduits par la même expression « plan(s) d'intervention », ce qui peut porter à confusion. Pour éviter toute ambiguïté, on utilise dans le présent guide et dans les formulaires de rapport succinct de manière conséquente l'expression « plan d'intervention » pour décrire l'ensemble des mesures organisationnelles à préparer par l'entreprise afin de maîtriser un événement et d'en limiter les conséquences. Le terme « plans » est utilisé quant à lui pour désigner les documents (cartes ou plans d'ensemble, plans détaillés, plans d'accès, etc.) qui font partie intégrante du plan d'intervention.

3. Gestion de la sécurité (démarche d'après l'ann. 2.1 OPAM)	
Gestion des changements	<p>Le détenteur doit dûment tenir compte des changements. Ceux-ci peuvent être p. ex. : transformations, nouvelle gamme de substances, nouveaux procédés, changements dans les compétences, modifications de l'identité du détenteur, changements en dehors de l'entreprise (projets d'aménagement du territoire, projets de construction, dangers naturels). Cela peut rendre nécessaire une mise à jour du rapport succinct resp. de l'étude de risque.</p> <p>→ Décrire dans le champ prévu pour les explications :</p> <ul style="list-style-type: none"> – comment les changements à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise sont repérés et comment ceux-ci sont gérés ; – comme l'éventuelle nécessité de mettre à jour le rapport succinct est identifiée.
Documentation	<p>Le détenteur doit documenter tous les éléments essentiels de la gestion de la sécurité de manière adéquate.</p> <p>→ Indiquer dans le champ prévu pour les explications si une documentation exhaustive est disponible. Le cas échéant citer les thèmes qui sont encore en cours de traitement (indiquer un horizon temporel pour leur achèvement).</p>

4. Mesures de sécurité d'après l'art. 3 OPAM (mesures d'après l'ann. 2.2 OPAM)	
Réduction du danger potentiel	<p>Selon l'art. 3 al. 1 OPAM le détenteur doit entre autres prendre des mesures qui permettent de réduire le danger potentiel. Cet objectif pourrait être atteint p. ex. en limitant les quantités de substances et préparations dangereuses, en les remplaçant par des substituts moins dangereux ou en évitant sciemment certains processus, procédés ou procédures d'exploitation.</p> <p>→ Il faut indiquer et le cas échéant décrire brièvement dans le champ prévu pour les explications les recherches/mesures déjà entreprises et/ou prévues pour réduire le danger potentiel, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Quelles substances ou préparations ont-elles été / sont-elles remplacées par des substituts moins dangereux (lesquels) ? – Par quelles mesures leurs quantités ont-elles été / sont-elles limitées ? – Quels sont les processus, les procédés ou les procédures d'exploitation dangereux qui ont été / sont évités ? <p>Si aucunes mesures n'ont été / ne peuvent être mises en œuvre, il faut le justifier.</p>
Conception des bâtiments	<p>→ Indiquer dans le champ prévu pour les explications si les bâtiments sont conçus et dimensionnés de manière à ce qu'en cas d'accidents majeurs (p. ex. incendie, explosion), il n'y ait pas d'autres dommages consécutifs avec de graves conséquences. Le cas échéant, indiquer les mesures/exécutions particulières mises en œuvre sur le plan de la construction (épaisseur de mur plus importante, porte massive, piliers avec revêtement anti-incendie, ouvertures de décharge/point de rupture (événement), etc.).</p>
Stockage	<p>Les substances, préparations et déchets spéciaux sont à stocker selon leurs propriétés.</p> <p>Le guide « Entreposage des matières dangereuses – Guide pratique » donne une vue d'ensemble des aspects les plus importants pour la sécurité liés au stockage de matières dangereuses : www.kvu.ch/fr → Thèmes → Substances et produits → Documents → Tous les documents → Stockage de substances dangereuses → Öffentliche Dokumente.</p> <p>→ Décrire et justifier les divergences par rapport au guide dans le champ prévu pour les explications.</p>

4. Mesures de sécurité d'après l'art. 3 OPAM (mesures d'après l'ann. 2.2 OPAM)	
<i>Personnel</i>	<p>Pour garantir à tout moment une exploitation sûre des installations, les activités d'exploitations significatives du point de vue de la sécurité doivent être effectuées par du personnel formé et suffisamment nombreux. Cela peut rendre nécessaires des exigences particulières concernant les formations de base et les formations complémentaires des collaborateurs.</p> <p>Sont aussi importants les informations sur les dangers et les risques dans l'entreprise, la formation sur la manière d'empêcher, de limiter et de maîtriser des accidents majeurs, le maintien du savoir lors de changements de personnel, le transfert du sens de la sécurité aux nouveaux collaborateurs et autres.</p> <p>→ Décrire dans le champ prévu pour les explications :</p> <ul style="list-style-type: none"> – comment le personnel est informé sur les procédés et les processus comportant des risques importants (p. ex. information écrite, formations régulières ou autres) ; – comment le personnel est formé en vue d'empêcher, de limiter et de maîtriser les accidents majeurs ; – comment il est veillé au maintien du savoir en cas de changements de personnel.
<i>Dérangements importants</i>	<p>Un dérangement est important s'il avait pu déboucher sur un accident majeur, c.-à-d. si des circonstances favorables ont fait que l'accident majeur ne s'est pas produit et/ou que celui-ci a été empêché par des mesures de sécurité préventives ou des mesures de lutte. Il s'agit d'en tirer les leçons de telle sorte que de tels dérangements ne puissent plus se produire. Les dérangements sont à énumérer dans la documentation de sécurité.</p> <p>→ Champ prévu pour les explications :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Le cas échéant, décrire brièvement les dérangements, leurs causes, leurs déroulements, les conséquences avec l'ampleur des dommages, les mesures prises ; – Indiquer s'il existe un concept pour l'enregistrement systématique, l'examen et l'évaluation des incidents, des dérangements ou des accidents majeurs ainsi que pour la prise de mesures correctives (reporting, base de données) ? – Indiquer si un dispositif de contrôle a été mis en place pour garantir la remise d'un rapport au LC dans les trois mois après un accident majeur (pas après un dérangement [important]) (art. 11 al. 3 OPAM) ?
<i>Accès à l'entreprise</i>	<p>Le détenteur doit régler l'accès à l'entreprise et prendre des mesures appropriées pour empêcher des interventions de personnes non autorisées³⁵ (p. ex. sabotage, vandalisme ou vol), qui peuvent causer des accidents majeurs.</p> <p>→ Décrire dans le champ prévu pour les explications les mesures sur les plans de la construction, de la technique et de l'organisation, qui protègent l'entreprise ou des parties de l'entreprise contre l'accès de personnes non autorisées.</p> <p><i>Exemples :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Contrôle d'accès – Surveillance en dehors des heures de travail (p. ex. service de sécurité, installation de détection d'effraction)

³⁵ En font partie les tiers ou les membres du personnel qui accèdent de manière illégitime à une partie sensible de l'entreprise.

4. Mesures de sécurité d'après l'art. 3 OPAM (mesures d'après l'ann. 2.2 OPAM)	
	– Autres mesures de protection de l'entreprise.
<i>Maîtrise des accidents majeurs</i>	<p>Le détenteur doit préparer des moyens d'intervention suffisants pour maîtriser les accidents majeurs, élaborer un plan d'intervention³⁴ pour les accidents majeurs (c.-à-d. un « plan [dans le sens de planification] d'urgence en cas d'événement majeur » interne à l'entreprise, dans lequel des substances, des préparations ou des déchets spéciaux sont impliqués) et l'accorder avec les services d'intervention publics ainsi que procéder à des exercices périodiques internes à l'entreprise sur la base de ce plan d'intervention. À cet effet, il est important de produire des documents d'intervention appropriés, qui assurent que le personnel et les services d'intervention publics pourront agir rapidement et de façon adaptée à la situation. Ces documents doivent en particulier définir le flux des informations, les instructions sur le comportement à adopter, la joignabilité des responsables, l'organisation des stocks (y. c. propriétés et quantités des biens stockés), les dispositifs d'intervention, les emplacements du matériel nécessaire pour l'intervention, les chemins de fuite et les annonces devant être diffusées (y. c. responsabilités). Le personnel doit être informé et formé en conséquence. Le détenteur doit vérifier régulièrement le plan d'intervention, d'entente avec les services d'intervention publics officiels, et le tenir à jour.</p> <p>→ Décrire dans le champ prévu pour les explications quelles mesures pour limiter les répercussions en cas d'événement peuvent être prises par le personnel et avec des moyens propres à l'entreprise (p. ex. groupe d'intervention ou sapeurs-pompiers d'entreprise, si présents, ou autres équipements particuliers).</p> <p>Cochez les données qui sont contenues dans les documents d'intervention.</p>

A1-5 Formulaire « UI » (Unité d'investigation)

Il faut remplir pour chaque unité d'investigation significative en ce qui concerne les accidents majeurs un formulaire « UI » séparé.

<i>N° de l'UI</i>	Numéroter chaque formulaire « UI » rempli (voir liste déroulante).
<i>Adresse de l'entreprise</i> ³¹	Indiquer l'adresse du site de l'entreprise. Pas d'adresse externe du groupe ou du bureau.
<i>Désignation et fonction de l'unité d'investigation</i>	<p>Nommer de manière univoque la construction ou l'installation à laquelle / auxquelles se rapporte le formulaire spécifique aux unités d'investigation (même désignation que sur les plans et dans la liste de substances Excel) et indiquer le cas échéant sa fonction.</p> <p><i>Exemples</i> : local de production (transformation de la substance « X », local de galvanoplastie (emplacement des baignoires de galvanisation pour le traitement de surface des connecteurs), dépôt de produits chimiques A (lieu de stockage de la substance « Y »), dépôt extérieur B (emplacement des substances explosives de la catégorie de danger 1.3), réservoir à oxygène C, installation frigorifique à l'ammoniac 5 t, réservoir à H₂O₂ 40 m³, place de transbordement, etc.</p>

1. Règles de la technique dans les domaines de la protection des eaux et incendie

<i>Protection des eaux</i>	<p>Les mesures de protection des eaux présentes dans l'unité d'investigation doivent être accordées avec les prescriptions en matière de protection des eaux significatives pour l'exécution de l'OPAM qui s'appliquent (concernant le stockage, le transbordement, l'évacuation des eaux, la rétention des eaux d'extinction, etc.).</p> <p>→ Champ prévu pour les explications :</p> <p>Si l'état actuel diffère de celui fixé dans les prescriptions en matière de protection des eaux, les écarts significatifs pour l'exécution de l'OPAM doivent être expliqués en citant les dispositions applicables.</p>
<i>Protection incendie</i>	<p>Les mesures de protection incendie présentes dans l'unité d'investigation doivent être accordées avec les prescriptions de protection incendie significatives pour l'exécution de l'OPAM qui s'appliquent (prescriptions de l'AEAI, exigences de l'AIB, etc.).</p> <p>→ Champ prévu pour les explications :</p> <p>Si l'état actuel diffère de celui fixé dans les prescriptions de protection incendie, les écarts significatifs pour l'exécution de l'OPAM doivent être expliqués en citant les dispositions applicables.</p>

2. Mesures de sécurité d'après l'art. 3 OPAM (mesures d'après l'ann. 2.2 OPAM)

<i>Distances de sécurité sur l'aire de l'entreprise</i>	<p>Il faut vérifier les données sur les distances de sécurité requises sur l'aire de l'entreprise (p. ex. entre les unités d'investigation significatives en ce qui concerne les accidents majeurs) et les adapter en fonction des prescriptions applicables (p. ex. prescriptions de protection incendie de l'AEAI, prescriptions de la CFST et de la SUVA, directives TRCI, directives CARBURA) et des dispositions légales (p. ex. distances minimales entre les entrepôts ou magasins selon l'annexe 7 de l'OExpl³³).</p> <p>→ Champ prévu pour les explications :</p> <ul style="list-style-type: none"> – indiquer les distances en vigueur en citant les passages pertinents des prescriptions ou les articles de lois ou d'ordonnances qui s'appliquent ; – indiquer les distances réelles.
---	--

<i>2. Mesures de sécurité d'après l'art. 3 OPAM (mesures d'après l'ann. 2.2 OPAM)</i>	
<i>Dispositifs d'alerte et d'alarme</i>	<p><i>Exemples de dispositifs d'alerte / d'alarme :</i></p> <p>Système de détection de fuite, installation de détection d'incendie, système de détection de gaz.</p> <p>Il faut indiquer si les dispositifs correspondent à l'état de la technique de sécurité (c.-à-d. s'ils sont conformes aux prescriptions [citer les prescriptions applicables, le cas échéant] et adaptés au risque), si des mesures doivent être prises / si des améliorations sont possibles et si d'autres dispositifs sont disponibles.</p>
<i>Dispositifs de mesure, de commande et de réglage</i>	<p><i>Exemples de dispositifs de mesure, de commande et de réglage :</i></p> <p>Surveillance du pH / de la température / de la pression / du niveau, installation de dosage.</p> <p>Il faut indiquer si les dispositifs correspondent à l'état de la technique de sécurité (c.-à-d. s'ils sont conformes aux prescriptions [citer les prescriptions applicables, le cas échéant] et adaptés au risque), si des mesures doivent être prises / si des améliorations sont possibles et si d'autres dispositifs sont disponibles.</p>
<i>Équipements et mesures de sécurité</i>	<p><i>Exemples d'équipements de sécurité :</i></p> <p>Dispositif anti-débordement, cape de surpression, interrupteur d'arrêt d'urgence, installation sprinklers, système d'extinction par brouillard d'eau à haute pression, installation déluge, alimentation de secours, appareils protégés contre les explosions, systèmes de protection contre la foudre et autres</p> <p><i>Exemples de mesures de sécurité sur le plan de la construction :</i></p> <p>Bac de rétention, bassin de rétention, sous-sol étanche et sans écoulement, digue de protection contre les inondations, construction massive, compartimentage coupe-feu, ouverture de décharge, revêtement étanche aux liquides sur les surfaces de transbordement, arceau/butoir de protection, barrière, puits de contrôle, remblai de protection et autres</p> <p><i>Exemples de mesures de sécurité sur le plan de la technique :</i></p> <p>Capteur de température ou de pression, contrôle de niveau, capteurs de gaz (p. ex. NH₃), raccords spécifiques, portail coupe-feu actionnée en cas d'incendie, barrière d'agent extincteur, barrière de rétention des eaux d'extinction, vanne, soupape (à fermeture rapide) et autres</p> <p><i>Exemples de mesures de sécurité sur le plan de l'organisation :</i></p> <p>Entreposage séparé de substances incompatibles, surveillance de la production / des entrepôts, plan d'urgence (alarme/évacuation), plans d'évacuation des eaux à jour, liste d'alarme interne/externe, Check-list pour les livraisons, « principe de double contrôle » et autres.</p> <p>Il faut indiquer si les équipements et les mesures correspondent à l'état de la technique de sécurité (c.-à-d. s'ils sont conformes aux prescriptions [citer les prescriptions applicables, le cas échéant] et adaptés au risque), si des mesures doivent être prises / si des améliorations sont possibles et si d'autres équipements et mesures sont disponibles.</p>
<i>Surveillance, entretien et vérification</i>	→ Indiquer dans le champ prévu pour les explications des particularités éventuelles.

3 – 5. Scénarios d'accident majeur

Selon l'art. 5 al. 1 let. f OPAM le détenteur doit estimer l'ampleur des dommages que pourrait subir la population ou l'environnement à la suite d'accidents majeurs. Il faut procéder à cette estimation en se fondant sur des scénarios d'accident majeur. On trouve dans les *Instructions pour la conception de scénarios d'accident majeur*²⁰ des informations importantes pour déterminer et présenter les scénarios d'accident majeur.

<p><i>Désignation du scénario ; données relatives à la substance, à la préparation ou au déchet spécial considéré</i></p>	<p><u>Désignation du scénario :</u></p> <p>Une brève désignation du scénario d'accident majeur doit être indiquée. Le choix du scénario d'accident majeur doit être justifié de manière appréhensible.</p> <p><i>Exemples :</i></p> <p>« Fuite du réservoir 1 avec feu de nappe », « Erreur de manipulation au bain de traitement avec formation de gaz toxiques » ou « Fuite lors du transbordement avec rejet de substances dans le ruisseau du village ».</p> <p><u>Données relatives à la substance, à la préparation ou au déchet spécial considéré :</u></p> <p>La désignation complète de la substance, de la préparation ou du déchet spécial considéré dans le scénario d'accident majeur ainsi que la quantité maximale à prendre en compte doivent être indiquées. Celle-ci se réfère à la quantité impliquée dans le scénario d'accident majeur considéré (p. ex. un réservoir de stockage ou la quantité maximale présente dans l'unité d'investigation) et peut différer de la quantité maximale mentionnée dans la liste de substances Excel.</p> <p>Si des substances dangereuses résultant de réactions sont considérées dans le scénario d'accident majeur, il convient de désigner ces substances et d'indiquer la quantité maximale susceptible d'être produite.</p> <p>Les dangers pertinents au sens de l'OPAM doivent être indiqués.</p> <ul style="list-style-type: none"> – <u>Scénario d'accident majeur avec objet protégé « population » :</u> Les mentions de danger des substances et des préparations (codes H/EUH et texte) doivent être indiquées. Pour les substances, préparations ou déchets spéciaux gazeux (ou produisant des gaz) toxiques ou nocifs, les valeurs d'appréciation resp. les valeurs de toxicité et/ou de létalité correspondantes doivent être mentionnées. Si nécessaire, des informations supplémentaires doivent être fournies. – <u>Scénarios d'accident majeur avec objets protégés « eaux superficielles » / « eaux souterraines » :</u> Les valeurs d'appréciation écotoxiques correspondantes (p. ex. concentrations CL₅₀ ou CE₅₀ pour les poissons et/ou les daphnies) ou les valeurs maximales correspondantes pour l'eau potable doivent être indiquées. Si nécessaire, des informations supplémentaires doivent être fournies. <p>S'il n'y a dans l'unité d'investigation pas de substances, de préparations ou de déchets spéciaux présentant des dangers pertinents au sens de l'OPAM <u>pour les objets protégés concernés</u>, il convient de le mentionner explicitement et de le justifier de manière appréhensible (p. ex. référence aux codes H/EUH). Dans ce cas, on peut renoncer à un scénario d'accident majeur.</p>
---	--

	<p><i>Exemples :</i></p> <p>« 10'000 kg de la substance « X » (contenu entier du réservoir n° 1), la substance est classifiée avec la mention de danger H224 (Liquide et vapeurs extrêmement inflammables). », « 1'000 kg de la substance « Y » (correspond à une unité de transbordement), valeur maximale pour l'eau potable selon l'OPBD : 20 µg/l »</p>
Modes de libération	<p>L'enchaînement d'événements <i>élément déclencheur</i> → <i>événement initial</i> → <i>mode de propagation</i> → <i>événement</i> doit être décrit dans le champ prévu pour les explications (certaines étapes tombent selon le scénario d'accident majeur).</p> <p><u>Élément déclencheur (cause) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> – Exemples de causes <i>propres à l'entreprise</i> : mauvais fonctionnement de procédés et de processus, actions erronées du personnel, corrosion, fatigue des matériaux, défauts de parties d'une installation, action mécanique, répercussion de parties voisines d'une installation à l'intérieur de l'entreprise (effets domino), manquements dans l'organisation, etc. – Exemples de causes <i>propres au voisinage</i> : <ul style="list-style-type: none"> – causes naturelles : inondations, chutes de pierres, glissements de terrain, foudre, tempêtes, avalanches et tremblements de terre ; – causes d'origine anthropique : explosions, incendies, chutes d'avion dans les environs de l'entreprise. <p><u>Événement initial :</u></p> <p>Sont considérés comme événements initiaux l'explosion, l'inflammation ou la libération de substances, de préparations ou de déchets spéciaux.</p> <p>Dans le cas d'une libération, l'événement initial peut être p. ex. le sur-remplissage d'un réservoir, la fuite d'un récipient ou une réaction exothermique involontaire (avec, le cas échéant, dégagement de gaz toxiques).</p> <p><u>Mode de libération :</u></p> <p>En cas de libération, les mesures de rétention <i>passives</i> doivent être prises en compte lors du mode de propagation, p. ex. des bacs de rétention sous les récipients, des locaux sans écoulement, des bassins de réservoirs, etc.</p> <p><u>Événement :</u></p> <p>L'événement résultant de l'événement initial doit être brièvement expliqué. P. ex. un feu de nappe (ainsi qu'un incendie d'un nuage de gaz) peut résulter de la libération d'un liquide inflammable (et volatil), un nuage toxique peut se former lors de la libération d'un gaz toxique ou l'inflammation d'une substance solide peut conduire à une combustion complète de la substance.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Dans le cas d'une explosion, l'événement initial coïncide avec l'événement. – En ce qui concerne les objets protégés « eaux superficielles » / « eaux souterraines », l'événement consiste en le rejet d'une substance, d'une préparation ou d'un déchet spécial dans les eaux concernées. <p><i>Exemple :</i></p> <p>« La corrosion de matériaux [cause] provoque une fuite dans le fond du réservoir n° 2, la totalité du contenu de 2'000 l s'écoule entièrement sans que l'on s'en aperçoive [événement initial]. Le liquide peut être entièrement re-</p>

	<i>tenu par la bordure autour de l'installation [mode de propagation]. Une étincelle enflamme le liquide, il en résulte un feu de nappe d'une surface de 5 x 5 m = 25 m² [événement]. »</i>
<i>Effets de la libération (seulement pour l'objet protégé « population »)</i>	<p>Les atteintes à attendre de l'événement doivent être décrites dans le champ prévu pour les explications.</p> <p><u>Scénario d'accident majeur avec objet protégé « population » :</u></p> <p>Les atteintes générées lors d'événements doivent être décrites quantitativement. P. ex. le rayonnement thermique généré lors d'un feu de nappe doit être déterminé et la densité du flux thermique doit être indiquée en fonction de la distance par rapport à l'unité d'investigation ; dans le cas d'un nuage toxique, les concentrations maximales dans la direction du vent doivent être indiquées.</p> <p>Les hypothèses retenues à cet effet doivent être conservatrices, les bases, modèles, paramètres, etc. utilisés doivent être justifiés et documentés et rassemblés, le cas échéant, dans une annexe.</p>
<i>Conséquences pour la population et l'environnement</i>	<p>L'enchaînement d'événements <i>dommage aux objets protégés</i> → <i>indicateur de dommage</i> doit être décrit dans le champ prévu pour les explications.</p> <p><u>Scénario d'accident majeur avec objet protégé « population » :</u></p> <p>– <u>Dommage à la population :</u></p> <p>Le nombre de personnes dans les secteurs avec atteintes nuisibles (secteurs de danger) doit être déterminé de manière conservatrice, c.-à-d. qu'il faut retenir des hypothèses d'occupation concernant la population résidente, la population active, les expositions résultant d'activités de loisirs (p. ex. personnes sur des chemins de randonnée, baigneurs dans / au bord d'un lac), les personnes dans les moyens de transport (p. ex. voiture, train), etc. En règle générale, lorsque la fréquentation est variable (p. ex. marché hebdomadaire), les situations prises en compte sont celles qui se produisent plus d'une heure par semaine en moyenne sur une année.</p> <p>Il faut déterminer les dommages à la population auxquels il faut s'attendre suite aux atteintes. Dans le cas d'un nuage toxique, il faut p. ex. calculer la dose de substance toxique absorbée à l'endroit où il y a fréquentation de personnes. De manière générale, les dommages à attendre (brûlures [létales], blessures [létales] suite à une onde de choc, etc.) à la suite d'atteintes (rayonnement thermique, ondes de choc, etc.) peuvent être déterminés p. ex. à l'aide de tableaux, de fonctions probit ou de données toxicologiques disponibles dans la littérature spécialisée.</p> <p>– <u>Indicateur de dommages / ampleur / indice d'accident majeur :</u></p> <p>Si la population subit des atteintes, les dommages à attendre doivent être attribués aux indicateurs de dommages correspondants, à savoir le <i>nombre de victimes</i> ou (dans des cas exceptionnels et justifiés) le <i>nombre de blessés</i>.</p> <p>L'indice d'accident majeur est obtenu à partir des formules de conversion.</p> <p><i>Exemple (scénario d'accident majeur avec rayonnement thermique) :</i></p> <p>« Dans le secteur de danger, 10 personnes au maximum se trouvent en extérieur. D'après la dose de rayonnement thermique absorbée, la létalité est de 50 % (voir annexe modèle « Fire-Effects »). Il ne faut pas s'attendre à des dommages aux personnes se trouvant dans des bâtiments, en raison de l'effet protecteur de l'enveloppe du bâtiment [dommages aux objets protégés]. Il</p>

	<p><i>faut donc partir du principe que 5 personnes seront tuées [ampleur / indicateur de dommages]. » → En utilisant la formule de conversion, on obtient alors un indice d'accident majeur de 0,21.</i></p> <p><u>Scénario d'accident majeur avec objet protégé « eaux superficielles » :</u></p> <p>– <u>Domage aux eaux / indicateur de dommages / ampleur / indice d'accident majeur :</u></p> <p>Il convient de déterminer la quantité d'eau polluée possible en fonction des valeurs d'appréciation écotoxiques (p. ex. concentrations CL₅₀ ou CE₅₀ pour les poissons et/ou les daphnies) et de la quantité de la substance, de la préparation ou du déchet spécial rejeté. Pour les produits solubles dans l'eau, cette quantité doit être exprimée en <i>volume d'eau polluée</i>. Pour les substances, les préparations ou les déchets spéciaux liquides peu solubles dans l'eau et qui flottent donc à la surface (p. ex. les produits issus des huiles minérales), les dommages doivent être exprimés en <i>surface d'eaux polluées</i>.</p> <p>Si (de surcroît) le cours d'eau contribue à la production publique d'eau potable, il convient de déterminer (en plus) la quantité d'eau polluée possible en fonction de la valeur maximale selon l'OPBD et de la quantité de la substance, de la préparation ou du déchet spécial rejeté et de l'exprimer en <i>volume d'eau polluée</i>.</p> <p>L'/les indice(s) d'accident majeur est/sont obtenu(s) à partir de la / des formule(s) de conversion.</p> <p><i>Exemple :</i></p> <p>« Avec la quantité de substance « Z » (5'000 kg) rejetée dans le lac, un volume de 500'000 m³ d'eau peut être pollué (quantité d'eau avec une concentration correspondant à la valeur CL₅₀ [poissons] de 10 mg/l) [dommage à l'objet protégé, indicateur de dommages et ampleur]. » → En utilisant la formule de conversion, on obtient alors un indice d'accident majeur de 0,24.</p> <p><u>Scénario d'accident majeur avec objet protégé « eaux souterraines » :</u></p> <p>– <u>Domage aux eaux / indicateur de dommages / ampleur / indice d'accident majeur :</u></p> <p>Si les eaux sont utilisées à des fins d'approvisionnement public en eau potable, il convient de déterminer la quantité d'eau polluée possible en fonction de la valeur maximale selon l'OPBD et de la quantité de la substance, de la préparation ou du déchet spécial rejeté et de l'exprimer sous forme d'<i>interruption en millions de litres ou en mois-personnes</i>.</p> <p>L'indice d'accident majeur est obtenu à partir de la formule de conversion.</p>
Mesures actives en place	<p>S'il y a néanmoins des mesures <u>actives</u> déjà en place – bien que non prises en compte dans le scénario d'accident majeur – permettant d'empêcher l'accident majeur décrit, d'en limiter les conséquences ou d'en diminuer la probabilité, elles doivent être mentionnées dans le champ prévu pour les explications. On peut mentionner ici des considérations sur les probabilités.</p>
Mesures supplémentaires possibles	<p>S'il existe des mesures supplémentaires permettant d'empêcher l'accident majeur décrit, d'en limiter les conséquences ou d'en diminuer la probabilité, celles-ci doivent être mentionnées dans le champ prévu pour les explications. Il convient en outre d'indiquer lesquelles de ces mesures sont planifiées resp. seront mises en œuvre.</p>

A1-6 Formulaire « AÉ » (Auto-évaluation)

Vue d'ensemble de l'entreprise	
Adresse de l'entreprise ³¹	Indiquer l'adresse du site de l'entreprise. Pas d'adresse externe du groupe ou du bureau.
Mesures de sécurité	Sur la base des données décrites dans les formulaires « DG » et « UI », le détenteur doit consigner s'il a pris toutes les mesures propres à diminuer le risque qui correspondent à l'état de la technique de sécurité, qui sont économiquement supportables et qu'il a pu compléter grâce à son expérience.
Gravité des dommages	<p>Sur la base des scénarios décrits dans le(s) formulaire(s) spécifiques aux unités d'investigation « UI », il faut indiquer si l'entreprise risque de causer de graves dommages à la suite d'accidents majeurs ou pas.</p> <p>Dans l'affirmative, il faut indiquer quel(s) objet(s) protégé(s) est/sont susceptible(s) d'être affecté(s) par de graves dommages.</p> <p>Voir module <i>Critères d'appréciation relatifs à l'OPAM</i> du Manuel de l'OPAM [6].</p>

Annexe 2 : Bibliographie

- [1] OFEV (éd.) 2018 : Manuel de l'ordonnance sur les accidents majeurs (OPAM). Partie générale. Office fédéral de l'environnement, Berne. L'environnement pratique n° 1807
- [2] OFEV (éd.) 2017 : Prévention des accidents majeurs dans les entreprises utilisant des substances de haute activité. Un module du manuel relatif à l'ordonnance sur les accidents majeurs. Office fédéral de l'environnement, Berne. L'environnement pratique n° 1705 : 50 p.
- [3] OFEV (éd.) 2018 : Entreprises présentant un potentiel de danger chimique. Un module du manuel de l'ordonnance sur les accidents majeurs (OPAM). Office fédéral de l'environnement, Berne. L'environnement pratique n° 1807 : 27 p.
- [4] OFEV (éd.) 2017 : Seuils quantitatifs selon l'ordonnance sur les accidents majeurs (OPAM). Un module du manuel de l'ordonnance sur les accidents majeurs. 3^e édition actualisée, février 2017; 1^{re} édition 2006. Office fédéral de l'environnement, Berne. L'environnement pratique n° 0611 : 65 p.
- [5] OFEV (éd.) 2022 : Prévention des accidents majeurs dans les entreprises civiles utilisant des substances explosives. Un module du manuel de l'ordonnance sur les accidents majeurs (OPAM). Office fédéral de l'environnement, Berne. L'environnement pratique n° Nr. 1807 : 48 p.
- [6] OFEV (éd.) 2018 : Critères d'appréciation relatifs à l'OPAM. Un module du manuel de l'ordonnance sur les accidents majeurs (OPAM). Office fédéral de l'environnement, Berne. L'environnement pratique n° 1807 : 50 p.